



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 13 MAI 1911.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1021

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 22^e jour d'avril 1911, de nommer M. Edmond de Sales Laterrière, notaire, de la cité de Québec, un des inspecteurs des bureaux d'enregistrement. 2017

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du douzième jour d'avril 1911, de nommer MM. S. De Lottinville, ex-protonotaire, et Joseph Adélarde Provencher, avocat et député protonotaire de la cour supérieure du district des Trois-Rivières, protonotaire conjoint, de la dite cour et dit district.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par ordre en conseil en date du douzième jour d'avril 1911, de nommer MM. Cléophas Améric Bernard, médecin, de Saint-Césaire de Rouville, Eugène St. Jacques, père, médecin, de Saint-Hyacinthe, et Charles Edouard L. Auger, médecin, de Sainte-Hélène de Bagot, coroner conjoint du district de Saint-Hyacinthe. 2019

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 13th MAY, 1911

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1022

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 22nd day of April, 1911, to appoint Mr. Edmond de Sales Laterrière, notary, of the city of Quebec, one of the inspectors of registry offices. 2018

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twelfth day of April, 1911, to appoint Messrs. S. De Lottinville, ex-prothonotary, and Joseph Adélarde Provencher, advocate, and deputy prothonotary of the superior court of the district of Three Rivers, joint prothonotary of the said court and said district.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twelfth day of April, 1911, to appoint Messrs. Cléophas Améric Bernard, physician, of Saint Césaire de Rouville, Eugène Saint Jacques, senior, physician, of Saint Hyacinthe, and Charles Edouard L. Auger, physician, of Sainte Helene de Bagot, joint coroner for the district of Saint Hyacinthe. 2020

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 8 mai 1911, de nommer le révérend Arsène Benoit, prêtre, curé, et M. Richard Fréchette, auditeurs de la municipalité du canton de Sainte-Cécile de Milton, comté de Shefford, en vertu des dispositions de l'article 177 du code municipal.

2031

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 8th May, 1911, to appoint the Reverend Arsène Benoit, priest, *curé*, and Mr. Richard Fréchette, auditors of the municipality of the township of Sainte Cécile de Milton, county of Shefford, in virtue of the provisions of article 177 of the municipal code.

2032

Proclamation

Canada, }
Province de } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }

[L. S.]
GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DEUXIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent onze, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DEUXIEME jour du mois de MAI mil neuf cent onze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DOUZIEME jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-UNIEME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent onze, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1825

Proclamation

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec. }

[L. S.]
GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SECOND day of the month of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SECOND day of the month of MAY, one thousand nine hundred and eleven, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE that, for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWELFTH day of the month of JUNE next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY FIRST day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eleven, and in the first of Our Reign.

By order,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of Crown in Chancery,
Quebec.

1826

Avis du Gouvernement

Government Notices

No 2025.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 2591 S. R. P. Q., 1909, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de " Duhamel Ouest ", les biens fonds ayant au cadastre officiel du canton Duhamel, comté de Pontiac, les Nos 35 à 63, inclusivement, du 1er rang, les Nos 7 à 12 et 35 à 63, inclusivement, du 2e rang, les Nos 1 à 12 et 35 à 63, inclusivement, du 3e rang, les Nos 1 à 63, inclusivement, du 4e rang, les Nos 1 à 8, inclusivement, du 5e rang.

2009

No 1225.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Pointe aux Trembles, comté de Portneuf, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Pointe aux Trembles, les Nos 73 à 208, inclusivement, du 1er rang, les Nos 334 à 350, inclusivement, du 2e rang, les Nos 473 à 508, inclusivement, du 3e rang, de plus la partie du village Saint-Nicolas, située à l'ouest de la route à Gravel, comprenant les Nos 354 à 366, inclusivement, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de " Neuville ".

2007

No 2940.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 2591 S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Siméon, comté de Charlevoix tout le territoire assigné au village de Saint-Siméon par proclamation du 4 janvier 1911, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de " Saint-Siméon, village ".

2005

No. 745.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 8 mai 1911.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Ephrem de Tring, comté de Beauce, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ephrem de Tring, les Nos. 222, 225a, 224, 225, 226, 227, 243 jusqu'à 251, inclusivement, les Nos 305, 306a, 307, 308, 309, 310, les Nos. 326 jusqu'à 332, inclusivement, la partie des Nos. 229, 230, 231, 232, 233, 311, 313, 318, 323, 324, 325 non déjà comprise dans la municipalité scolaire du village ; la moitié ouest en longueur et en largeur du lot No 221 et d'annexer ce territoire à celui du village de Saint-Ephrem de Tring.

2045

No 1443-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.]

Québec, 9 mai 1911.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire des ville et paroisse de Longueuil, comté de Chambly, tout le territoire compris dans et formant la ville de Greenfield Park, et de l'ériger en une municipalité pour les fins scolaires, sous le nom de " The Protestant School Municipalité de Greenfield Park ".

2047

No. 2025.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 2591 R. S. P. Q., 1909, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to erect into a separate school municipality, under the name of " Duhamel West ", the lots bearing on the official cadastre of the township Duhamel, county of Pontiac, the Nos. 35 to 63, inclusively, of the 1st range, the Nos. 7 to 12 and 35 to 63, inclusively, of the 2nd range, the Nos. 1 to 12 and 35 to 63, inclusively, of the 3rd range, the Nos. 1 to 8, inclusively, of the 4th range, the Nos. 1 to 8, inclusively, of the 5th range.

2010

No. 1225.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Pointe aux Trembles, county of Portneuf, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Pointe aux Trembles, the Nos. 73 to 208, inclusively, of the 1st range, the Nos. 334 to 350, inclusively, of the 2nd range, the Nos. 473 to 508, inclusively, of the 3rd range, moreover, the part of the village Saint Nicolas, situate on the west of the Gravel road, comprising the Nos. 354 to 366, inclusively, and to erect the said territory into a separate school municipality, under the name of " Neuville ".

2008

No. 2940.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Siméon, county of Charlevoix, the whole of the territory assigned to the village of Saint Simeon, by proclamation of the 4th January, 1911, and to erect it into a separate school municipality, under the name of " Saint Siméon, village ".

2006

No. 745.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 8th May, 1911.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of the parish of Saint-Ephrem de Tring, county of Beauce, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint-Ephrem de Tring, the Nos. 222, 223a, 224, 225, 226, 227, 243 up to 251, inclusively, the Nos. 305, 306a, 307, 308, 309, 310, the Nos 326 up to 332, inclusively, the part of Nos. 229, 230, 231, 232, 233, 311, 313, 318, 323, 324, 325 not already comprised in the school municipality of the village, the western half in length and in width of lot No. 221, and to annex the said territory to that of the village of Saint-Ephrem de Tring.

2046

No. 1443-11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 9th May, 1911.

Application is made to detach from the school municipality of the town and parish of Longueuil, Chambly county, all the territory comprised in and now forming the town of Greenfield Park, and to erect it into a municipality for school purposes, under the name of " The Protestant School Municipality of Greenfield Park ".

2048

No 4139-10

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Municipalité scolaire dissidente de la Côte des Neiges.

Demande est faite de détacher le territoire maintenant formant la municipalité scolaire dissidente protestante de la Côte des Neiges, comté d'Hochelaga, de la municipalité scolaire de la Côte des Neiges, et de l'annexer à la municipalité scolaire protestante de la cité de Montréal.

BOUCHER DELABRUERE,
2013 Surintendant.

No 4635-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Quebec, 5 mai 1911.

Demande est faite de détacher les lots de cadastre numéros 239, 254, 255, 257, 260, 262, 263, 270, 273, 275, 276, 277, 279, 281, 283, 288 et 290, de la municipalité scolaire de Percé, comté de Gaspé, de la dite municipalité scolaire, et de les ériger en une municipalité séparée pour les protestants seulement, sous le nom de "Municipalité Scolaire de Red Head."

2011

La compagnie "The Shell Company of Canada, Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, stock, certificats d'actions, débetures et autres valeurs.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. E. F. Surveyer, de Montréal.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 6 mai 1911. 2025

La compagnie "Diamond Expansion Bolt Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Alexander Thurber, de Montréal.

L'avis de la "Gazette Officielle", en date du 29 avril 1911, page 955, Nos 1879-80 est nul.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 6 mai 1911. 2023

Avis est par le présent donné que la compagnie "The Calumet Metals Company" autorisée à faire des opérations dans cette province, a changé le lieu de son principal bureau d'affaires, lequel est situé maintenant sur la demi-ouest du lot No 10, du rang IV, du township de Grand Calumet, comté de Pontiac, au lieu du village Bryson.

JEREMIE L. DECARIE,

Secrétaire de la province.

Québec, 8 mai 1911. 2033

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six mai 1911, constituant en corporation MM. J. Mathias Dorion, courtier d'assurance, George S. Armstrong, bourgeois, de Lachute, Alfred B. Dufresne, courtier d'assurance, Montréal, Joseph D. Simard, gentilhomme, Joseph E. Valois, notaire, de Lachute,

4139-10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Côte des Neiges dissident school municipality.

Application is made to detach the territory now forming the protestant dissident school municipality of Côte des Neiges, Hochelaga county, from the school municipality of Côte des Neiges, and to annex it to the protestant school municipality of the city of Montreal.

BOUCHER DELABRUERE,
2014 Superintendent.

No. 4635 10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 5th May, 1911.

Application is made to detach lots cadastral numbers 239, 254, 255, 257, 260, 262, 263, 270, 273, 275, 276, 277, 279, 281, 283, 288 and 290 of the school municipality of Percé, Gaspé county, from said school municipality, and to erect them into a separate municipality for protestant only, under the name of the "School Municipality of Red Head."

2012

"The Shell Company of Canada, Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the province of Quebec, its shares, stock, stock certificates, debentures and other securities.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. E. F. Surveyer, of Montreal.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 6th May, 1911. 2026

The "Diamond Expansion Bolt Company" has been authorized to do business in the province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Alexander Thurber, of Montreal.

The notice of the "Official Gazette", dated the 29th April, 1911, page 955, Nos. 1879-80 is void.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 6th May, 1911. 2024

Notice is hereby given that "The Calumet Metals Company" authorized to do business in this province, has changed its chief place of business which is now situate on the west half of lot No. 10, of range IV, of the township of Grand Calumet, county of Pontiac, instead of the village of Bryson.

JEREMIE L. DECARIE,

Provincial Secretary.

Québec, 8th May, 1911. 2034

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the sixth day of May, 1911, incorporating Messrs. J. Mathias Dorion, insurance broker, George S. Armstrong, bourgeois, of Lachute, Alfred B. Dufresne, insurance broker, Montréal, Joseph D. Simard, gentleman, Joseph E. Valois, notary, of Lachute, Eugène Coté, mer-

Eugène Côté, marchand, de Curran, Ont., et J. H. Albert Bohémier, notaire, de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, détenir, posséder, vendre, transférer, échanger, louer ou aliéner autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers ;

Faire les affaires d'agence générale et de courtage ;

S'unir et se fusionner avec toute autre compagnie dont le but est en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie, céder la propriété et l'entreprise de la compagnie ou de toute autre partie d'icelle, pour la considération jugée bonne par elle, et en particulier pour des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ;

Acquérir toute entreprise, semblable en totalité ou en partie, à celle de la compagnie, ainsi que son matériel, sa clientèle, ses privilèges et biens de toutes sortes, et de payer en deniers comptants, en actions ou obligations de la compagnie, ou autrement ;

Tirer, faire, endosser, escompter, exécuter, émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables ou transférables ;

Émettre et allouer comme actions acquittées des actions de la compagnie en paiement parfait ou partiel de toute affaire, entreprise, propriété, droit, pouvoir, privilège, actions, obligations ou bons, ou autre propriété ou droit que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente charte ;

Exercer ou développer, améliorer, employer, engager, vendre, échanger, louer ou céder autrement les droits et biens de la compagnie, en tout ou en partie ;

Faire toutes autres choses se rattachant à tous ces objets ou fins, ou propres à les faire atteindre ;

Prêter avec ou sans hypothèque, à toutes personnes ou corporations quelconques, et aux particuliers, les sommes d'argent qu'ils auront la faculté d'emprunter, remboursables soit à long terme, soit à court terme, avec ou sans amortissement ;

Emprunter de l'argent à tel taux d'intérêt qui pourront être convenus, avec plein pouvoir de garantir tels emprunts par toutes hypothèques, actions, obligations ou autres valeurs, appartenant à la compagnie ;

La compagnie pourra exercer l'un ou plus des pouvoirs ci-dessus énumérés sans égard aux autres, et aucun des articles ci-haut les concernant ne sera limité dans sa généralité ou interprété de manière à être subordonné à quelque autre article, et en cas d'ambiguïté chaque article sera interprété de manière à étendre et non pas à restreindre les pouvoirs de la compagnie sous le nom de "La Compagnie du Parc Laurier", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

2053

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 6 mai 1911, constituant en corporation MM. John Ryan, agent d'immeubles, Charles Schmit, ingénieur, Gordon Ford, machiniste, John McIntosh, chauffeur, John Thornton, voyageur, et Robert McKay, menuisier, de Montréal, dans les buts suivants :

Encouragement de l'éducation, récréation, amusement et amélioration des relations sociales de ses membres et aussi le développement de leurs forces physiques aux moyens d'exercices du corps, jeu de quilles, billards et autres exercices gymnastiques etc., etc., sous le nom de "Ar. A. Wanna Social

chant, of Curran, Ont., and J. H. Albert Bohémier, notary, of Montreal, for the following purposes :

To acquire, hold, own, sell, transfer, exchange, lease or otherwise alienate any moveable or immoveable property ;

To carry on a general agency and brokerage business ;

To unite or amalgamate with any other company whose purpose is in whole or in part similar to that of this company ; assign the property and undertaking of the company or any other part thereof for the consideration it deems advisable, and in particular for shares, bonds or other securities of any other company ;

To acquire any undertaking similar in whole or in part to that of the company, with the stock, goodwill, privileges and property of all kinds, and pay for same in cash, stock or bonds of the company, or otherwise ;

To draw, make, endorse, discount, execute, issue bills payable to order, bills of exchange, bills of lading and other negotiable or transferable instruments ;

To issue and allot as paid up stock, shares of the company in full or partial payment of any business, undertaking, property, right, power, privilege, stock, debentures or bonds or other property or right that the company may lawfully acquire in virtue of the powers conferred on it by the present charter ;

To exercise or develop, improve, employ, pledge, sell, exchange, lease or otherwise assign the rights and property of the company, in whole or in part ;

To do all such other things connected with all the said objects or purposes, or proper for the attainment thereof ;

To loan with or without hypothec to any persons or corporations whatsoever, and to individuals, the amounts of money they may have the power to borrow, repayable either on long or short terms, with or without redemption ;

To borrow money at such rate of interest as may be agreed on, with full power to secure such loans by any hypothec, stock, bonds or other securities belonging to the company ;

The company may exercise one or more of the powers hereabove enumerated without regard to the others, and any of the hereabove articles concerning same shall not be limited in its generality or interpreted in such manner as to be subordinated to any other article, and in case of ambiguity each article shall be interpreted so as to extend and not restrict the powers of the company, under the name of "La Compagnie du Parc Laurier," with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 6th May, 1911.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

2054

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 6th May, 1911, incorporating Messrs. John Ryan, real estate agent, Charles Schmit, engineer, Gordon Ford, machinist, John McIntosh, chauffeur, John Thornton, traveller, and Robert McKay, carpenter, of Montreal, for the following purposes :

Encouragement of education, the recreation, amusement and amelioration of social relations of its members, and also the development of their physical forces by means of corporal exercises, bowling, billiards and other gymnasium exercises, etc., etc., under the name of "Ar. A. Wanna Social

Club Incorporated", avec un capital total de mille piastres (\$1,000.00), divisé en cent (100) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province.

2049

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de mai 1911, constituant en corporation M. M. Wilfrid Duquette, industriel, William Thomas Heney, courtier en immeubles, Wilfrid Bessette, avocat, Oscar John Miller, marchand, Alfred Gauthier, rentier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat ou autrement, louer, occuper, posséder des terrains, maisons et autres choses ou droits immobiliers pour des fins de spéculations et les aliéner ou les donner en bail.

Développer et améliorer tout terrain par elle occupé, posséder pour des fins de culture ou de construction ;

Construire, réparer, démolir des maisons ou autres bâtiments, ou faire tels travaux par des constructeurs, entrepreneurs et autres et leur faire des avances d'argent ;

Exercer l'industrie et commerce de constructeur et d'entrepreneur pour toutes espèces de travaux ;

Faire le commerce de nouveautés, épicerie, quincailleries ou tout autre commerce en gros et en détail ;

Faire le commerce de l'argent par prêts sur billets, obligations, hypothécaires ou autres, ventes à réméré, constitutions de rentes, achats et ventes d'obligations, débetures ou titres semblables ;

Emprunter des capitaux par billets, obligations, hypothèques, débetures, ou sous d'autres garanties convenables ;

Vendre des actions d'autres compagnies et les racheter, acheter des actions d'autres compagnies et les vendre ;

Vendre, aliéner totalité ou partie de ses propriétés, droits ou entreprises, sous le nom de "Outremont Annex Land Company", avec un capital total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

2051

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mai 1911, constituant en corporation M. M. Joseph A. Mercier, avocat, William Bumbray, entrepreneur, Andrew E. Murray, marchand, William P. Kennedy, comptable, Lawrence F. McDonald, agent, Michael Huges, employé civil, James T. Green, dessinateur, John F. Howard, gérant, Albert E. Pilon, comptable, John J. O'Neil, gérant, Frank Duckett, médecin, David J. Cochrane, gérant, William H. Turner, marchand, William H. Griffin, manufacturier, et Patrick J. Brennan, de la cité de Montréal, et Alphonse Venne, architecte, de Saint-Lambert, dans les buts suivants :

Faire en général les affaires de construction pour eux-mêmes ainsi que pour autres personnes par contrat ou autrement ;

Faire les affaires d'immeubles et de toutes entreprises en général ayant rapport aux immeubles comme patrons ou comme agents ;

Et pour ces fins, vos requérants prient que la compagnie pour laquelle ils demandent l'incorporation, soit investie des pouvoirs spéciaux suivants ;

Club Incorporated", with a total capital stock of one thousand dollars (\$1,000.00), divided into one hundred (100) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1911.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial Secretary.

2050

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1911, incorporating Messrs. Wilfrid Duquette, manufacturer, William Thomas Heney, real estate broker, Wilfrid Bessette, advocate, Oscar John Miller, merchant, Alfred Gauthier, rentier, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase or otherwise, lease, occupy, own lands, houses and other immoveable things or rights for speculative purposes, and alienate or lease same ;

To develop and improve any land occupied, owned by it for the purposes of cultivation or building ;

To construct, repair, demolish houses or other buildings, or have such work done by builders, contractors and others, and make them advances of money ;

To carry on the business of builders and contractors for all kinds of work ;

To carry on the business of novelties, groceries, hardware or any other business wholesale and retail ;

To carry on a money business by loans on notes, bonds, hypothecary or not, sales with right of redemption, constituted rents, purchases and sales of bonds, debentures or similar titles ;

To borrow capital by notes, bonds, hypothecs, debentures or any other suitable security ;

To sell shares to other companies and repurchase same, purchase the shares of other companies and sell same ;

To sell, alienate the whole or part of its property, rights or undertakings, under the name of "Outremont Annex Land Company", with a total capital of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two thousand five hundred (2500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1911.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

2052

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1911, incorporating Messrs. Joseph A. Mercier, advocate, William Bumbray, contractor, Andrew E. Murray, merchant, William P. Kennedy, accountant, Lawrence F. McDonald, agent, Michael Huges, civil employee, James T. Green, draughtsman, John F. Howard, manager, Albert E. Pilon, accountant, John J. O'Neil, manager, Frank Duckett, physician, David J. Cochrane, manager, William H. Turner, merchant, William H. Griffin, manufacturer, and Patrick J. Brennan, merchant, of the city of Montreal, and Alphonse Venne, architect, of Saint Lambert, for the following purposes :

To carry on a general construction business for themselves as well as for others by contract or otherwise ;

To engage in real estate business and any undertaking in general respecting real estate as principals or as agent ;

And for these purposes, your petitioners pray that the company for which they are asking incorporation, may be granted the following special powers ;

Emettre et donner en paiement des droits ou biens acquis par la compagnie, des actions en partie ou complètement payées du capital actions de la compagnie ;

Souscrire pour acheter ou acquérir autrement des actions du capital actions d'autres corporations semblables ;

Racheter ses propres actions avec son fonds de surplus dans tels cas, et sujet à la condition pourvu par les règlements ;

Le tout sans préjudice ni restrictions à aucun des pouvoirs en général octroyés à la compagnie pour les fins de son incorporation, et accordés à la compagnie par son incorporation conformément à la loi, sous le nom de "Dominion Knights of Columbus Building Association Incorporated", avec un capital total de trente mille piastres (\$30,000.00), divisé en trois mille (3000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Datée du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

2055 JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du sixième jour de mai 1911, par lesquelles la compagnie "Canada Auto & Taxi Company" a été autorisée à réduire son capital au montant de deux cent mille piastres (\$200,000.00).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

2021 JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du six mai 1911, par lesquelles la compagnie "Dominion Gold Field of Canada" a été autorisée à changer son nom en celui de "Champs d'Or Rigaud-Vaudreuil Limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

2035 JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept avril 1911, constituant en corporation l'honorable Chs. E. Dubord, conseiller législatif, de Beauport, MM. Ashley Lyster, de Richmond, Henri Gauvin et John D. Duchène, de Québec, tous trois médecins vétérinaires, et Wilfrid Edge, avocat, de Québec, dans les buts suivants :

Faire l'importation d'animaux de race en général et spécialement de la race chevaline, de les acheter et de les vendre et aussi d'en faire l'élevage.

Le tout dans le but de fournir aux sociétés d'agriculture, aux cultivateurs et au public en général, des animaux d'une valeur recommandable et profitable à l'acheteur, sous le nom de "Quebec Live Stock Importation Company", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1911.

1949-2 JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

To issue and give in payment of rights or property acquired by the company partially or fully paid up shares of the capital stock of the company ;

To subscribe for purchase or otherwise acquired shares of the capital stock of other similar corporations ;

To redeem its own shares with its surplus funds in such cases and subject to the condition provided for by the by-laws ;

The whole without prejudice of, nor restrictions to any general powers granted the company for the purposes of its incorporation, and granted the company by its incorporation according to law, under the name of "Dominion Knights of Columbus Building Association Incorporated", with a total capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided in to three thousand (3000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1911.

2056 JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1911, by which the "Canada Auto & Taxi Company" has been authorized to reduce its capital to the amount of two hundred thousand dollars (\$200,000.00).

Dated from the office of the secretary of the province, this sixth day of May, 1911.

2022 JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1911, by which the company "Dominion Gold Fields of Canada" has been authorized to change its name to that of "Champs d'Or Rigaud-Vaudreuil, Limitée".

Dated from the office of the secretary of the province, this sixth day of May, 1911.

2036 JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh of April, 1911, incorporating the Honorable Chs. E. Dubord, legislative councillor, of Beauport, Messrs. Ashley Lyster, of Richmond, Henri Gauvin and John D. Duchène, of Québec, all three veterinary surgeons, and Wilfrid Edge, advocate, of Québec, for the following purposes :

To import thoroughbred animals generally and especially thoroughbred horses, and to purchase, sell and breed same.

The whole for the purpose of supplying agricultural associations, farmers and the public in general with animals of a commendable and profitable value to the purchaser, under the name of "Quebec Live Stock Importation Company", with a total capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1911.

1950 JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Québec, 1er mai 1911.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

JEREMIE L. DECARIE,

1947.2

Secrétaire de la province.

No 4755.10

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 27 avril 1911.

Demande est faite de détacher les lots de cadastre 79 à 97, tous deux inclusivement, 101, 102, 103, 111, 112, 113, 114, 115, 119, 120, 123, 126, 128, 129, 130, 131, 132, 138, 140 à 150, tous deux inclusivement, 157 à 163, tous deux inclusivement, 540, 541, 584, 660, 661, 662, 663, 666, 667, 668, 669, 691, 692, 694, 695, 696, 697, 701, 704, 708, 709, 726, 753, 781, 826, 827, 830, 831 du premier rang de Port Daniel Centre, connu comme district numéro un de la municipalité scolaire de Port Daniel Ouest, comté de Bonaventure, de la dite municipalité scolaire, et de les ériger en une municipalité scolaire séparée sous le nom de "Port Daniel Centre." 1937-2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers du pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district étiquel s'applique la mesure demandée, ou dans d'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session réceder se la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition mandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle pré-

Quebec, 1st May, 1911.

Notice is hereby given that an application has been made to the Lieutenant Governor in council, by the municipality of the parish of Notre-Dame de la Victoire, county of Lévis, to obtain the authorization to publish in the French language only, any notice, by-law or resolution adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

JEREMIE L. DECARIE,

1948

Provincial Secretary.

No. 4755.10

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 27th April, 1911.

Application is made to detach cadastral lots 79 to 97, both inclusive, 101, 102, 103, 111, 112, 113, 114, 115, 119, 120, 123, 126, 128, 129, 130, 131, 132, 138, 140 to 150, both inclusive, 157 to 163, both inclusive, 540, 541, 584, 660, 661, 662, 663, 666, 667, 668, 669, 691, 692, 694, 695, 696, 697, 701, 704, 708, 709, 726, 753, 781, 826, 827, 830, 831, of the first range of Port Daniel Centre, known as district number one of the school municipality of Port Daniel West, Bonaventure county, from said school municipality, and to erect them into a separate school municipality under the name of "Port Daniel Centre." 1938

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding

cédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

1023

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le

rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the House, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or to incorporate a city or joint stock company, or to amend such an act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,

1024

C. L. G.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any indivi-

déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation de compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission a

dual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the pro-

exercice de la profession d'avocat, de notaire, de édacín, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

" 5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en que il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

" 2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

" 3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

" 3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

tice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

" 5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of by existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

" 2. The applicant shall pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

" 3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen day before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

" 3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

AVIS.

Les examens pour l'admission à l'étude et à la pratique de l'architecture dans cette province, auront lieu le 24 juillet 1911 et les jours suivants, dans les salles de l'association, hôtel de ville, à Québec, à neuf heures de l'avant-midi de chaque jour.

Les témoignages d'étude, item "A" des examens, (voir annuaire) devront être remis au bureau de l'association, 5, square Beaver Hall, Montréal, le ou avant le 24 juin prochain. Ces témoignages d'étude devront être accompagnés d'un honoraire de dix dollars (\$10.00) pour les examens d'immatriculation et d'un honoraire de vingt-cinq dollars (\$25.00) pour les examens d'enregistrement.

2015

Le 15^e jour de juin 1911, à Montréal, la " Dominion Express Company " vendra des effets non réclamés qui sont en mains dans les divisions Est et Atlantique, depuis avant le 1^{er} juin 1910.

Voir la liste imprimée pour plus d'informations.
W. S. STOUT,
1767-4 Président et gérant général.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2311.

Dame Blanche Ruault, épouse d'Emile Barlatier, tous deux des cité et district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens à son dit époux.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 6 mai 1911. 2043

Province de Québec. }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 851.

Dame Albina St. Denis, de Saint-Jeanne de Chantal, de l'Île Parrot, dans le district de Montréal, épouse de Zéphirin Leduc, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Zéphirin Leduc, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le cinquième jour de mai 1911.

EUCLIDE ROY,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 8 mai 1911. 2029

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1001.

Dame Délila Bourassa, épouse commune en biens d'Emile Prévost, contracteur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Emile Prévost, contracteur, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

LACHAPELLE & DENIS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 22 avril 1911. 1867-3

Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure, No 355.—Dame Elizabeth Rossignol, épouse de Laurent Hudon, bijoutier, tous deux de Hébertville Station, a intenté contre son dit époux une action en séparation de biens, le 10 avril 1911.

J. ACHILLE TREMBLAY,
Procureur de la demanderesse.
Chicoutimi, 24 avril 1911. 1883-3

Miscellaneous Notices

NOTICE.

The examinations for admission to study of architecture or registration in this province, will be held on the 24th July, 1911 and the following days, in the rooms of the province of Quebec Association of Architects, City Hall, Quebec, at nine o'clock in the forenoon each day.

Testimonies of study, item "A" of the examinations (see year book) shall have to be in the rooms of the association, 5, Beaver Hall square, Montreal, on or before the 24th June next. The said testimonies to be accompanied by a fee of ten dollars (\$10.00) for candidates for matriculation and a fee of twenty five dollars (\$25.00) for registration.

2016

On the 15th day of June, 1911, at Montreal, the " Dominion Express Company will sell unclaimed shipments which have been on hand in the Eastern and Atlantic divisions, since previous to 1st June, 1910.

See printed list for further particulars.
W. S. STOUT,
1768 President and general manager.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2311.

Dame Blanche Ruault, wife of Emile Barlatier, both of the city an district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 6th May, 1911. 2044

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 851.

Dame Albina St. Denis, of Saint Jeanne de Chantal de l'Île Parrot, in the district of Montreal, wife of Zéphirin Leduc, hotelkeeper, of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Zéphirin Leduc, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the fifth day of May, 1911.

EUCLIDE ROY,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 8th May, 1911. 2030

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1001.

Dame Délila Bourassa, wife common as to property of Emile Prévost, contractor, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ; vs Emile Prévost, contractor, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

LACHAPELLE & DENIS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 22nd April, 1911. 1868

Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, No. 355.—Dame Elizabeth Rossignol, wife of Laurent Hudon, jeweller, both of Hébertville Station, has instituted against her said husband, an action for separation as to property, on the 10th April, 1911,

J. ACHILLE TREMBLAY,
Attorney for plaintiff.
Chicoutimi, 24th April, 1911. 1884

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1976.

Dame Reine Aimée Rochon, de Montréal, épouse commune en biens de Oswald Guay, charretier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

BEAUDRY & BEAUDRY,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 17 avril 1911. 1837-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1266.

Delia Nockle, épouse commune en biens de Alphonse J. Lauzon, marchand, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
 Le dit Alphonse J. Lauzon, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 15ième jour de février 1911.

McAVOY, HANDFIELD
 & HANDFIELD,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 22 avril 1911. 1841.3

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District des Trois-Rivières. }
 No 532.

Dame Clarisse Trudel, de la ville de Saint-Tite, épouse commune en biens de Alexandre Carrier, commerçant, de la dite ville, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
 Alexandre Carrier, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été intentée par la dite demanderesse contre le dit défendeur, ce 20 avril 1911.

BLONDIN & DESY,
 Procureurs de la demanderesse.
 Trois-Rivières, 20 avril 1911. 1845.3

Saint-Hyacinthe, No 44, Cour Supérieure.—
 Dame Uranie Paquette, de la ville de Marieville, district de Saint-Hyacinthe, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, J. Hormidas Lussier, journalier, du même lieu.—
 Saint-Hyacinthe, 7 avril 1911.

J. EMILE OSTIGUY,
 Procureur de la demanderesse.
 1673.5

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Beauce. }
 No 296.

Dame Fedora Poirier, épouse commune en biens de Louis Fournier, cidevant de la paroisse de Saint-Hilaire de Dorset, maintenant de Saint Samuel, dans les comté et district de Beauce, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
 Le dit Louis Fournier, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26ième jour de juillet 1910.

ARTHUR FORTIN,
 Procureur de la demanderesse,
 Saint Evariste Station, Beauce.
 Saint Joseph, Beauce, 11 avril 1911. 1711.5

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 3503.

Dame Dalvina Remillard, Demanderesse ; vs
 Edouard Fortier Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée ce jour

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 4 avril 1911. 1627.5

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1976.

Dame Reine Aimée Rochon, of Montreal, wife common as to property of Oswald Guay, carter, of the same place, and duly authorized "à ester en justice", has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

BEAUDRY & BEAUDRY,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 17th April, 1911. 1838

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1266.

Delia Nockle, wife common as to property of Alphonse J. Lauzon, merchant, of the city and district of Montreal, duly authorize to ester en justice, Plaintiff ;

vs
 The said Alphonse J. Lauzon, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant, on the 15th of February, 1911.

McAVOY, HANDFIELD,
 & HANDFIELD,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 22nd April, 1911. 1842

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Three Rivers. }
 No. 532.

Dame Clarisse Trudel, of the town of Saint Tite, wife common as to property of Alexandre Carrier, trader, of the said town, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs
 Alexandre Carrier, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted by the said plaintiff against the said defendant, on the 20th April, 1911.

BLONDIN & DESY,
 Attorneys for plaintiff.
 Three Rivers, 20th April, 1911. 1846

Saint Hyacinthe, No. 44, Superior Court.—
 Dame Uranie Paquette, of Marieville, district of Saint Hyacinthe, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband, J. Hormidas Lussier, laborer, of the same place.—
 Saint Hyacinthe, 7th April, 1911.

J. EMILE OSTIGUY,
 Attorney for plaintiff.
 1674

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Beauce. }
 No. 296.

Dame Fedora Poirier, wife common as to property of Louis Fournier, heretofore of the parish of Saint Hilaire of Dorset, and now of Saint Samuel in the county and district of Beauce, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs
 The said Louis Fournier, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 26th day of July, 1910.

ARTHUR FORTIN,
 Attorney for plaintiff,
 Saint Evariste Station, Beauce.
 Saint Joseph, Beauce, 11th April, 1911. 1712

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 3503.

Dame Dalvina Remillard, Plaintiff ; vs
 Edouard Fortier, Defendant.
 An action for separation as to property has, this day, been instituted.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 4th April, 1911. 1628

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 348.

Dame Mabel J. Osborne, de la cité et du district de Montréal, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux George L. Bowen, contracteur, du même lieu.

C.H.S. M. HOLT,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 29 mars 1911. 1905.3

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No. 520.

Dame Marie Gignac, épouse de Louis Lavoie, photographe, de La Tuque, district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Louis Lavoie, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 11 avril 1911.
MARCHAND & ROUILLARD,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 11 avril 1911. 1727.5

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 4999.

Dame Victoire Longpré, de Saint-Paul l'Ermitte, épouse commune en biens de Avila Dupuis, du même lieu, journalier,
Demanderesse ;

vs
Le dit Avila Dupuis, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée contre le dit défendeur, le 23e jour de mars 1911.

GAUTHIER & BEAUREGARD,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 23 mars 1911. 1637.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3818.

Dame Katie Deegan, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Thomas J. Duggan, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Thomas J. Duggan, agent, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

JOSEPH ARCHAMBAULT,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 25 mars 1911. 1641.5

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*

Dame Joséphine Blais, épouse commune en biens de Gervais Lachance, de la paroisse de Saint-Evariste, des comté et district de Beauce, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Gervais Lachance, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 7e jour d'avril 1911.

ARTHUR FORTIN,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 7 avril 1911. 1639.5

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 298.

Dame Marie Delphine Corinne Gilbert, épouse de François-Xavier Lavallée, commerçant, de Saint-Aubert, comté de l'Islet, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit François-Xavier Lavallée, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26ième jour d'avril dernier.

FRANCEUR & VIEN,
Procureurs de la demanderesse.
Montmagny, 3 mai 1911. 2001-2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 348.

Dame Mabel J. Osborne, of the city and district of Montreal, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband George L. Bowen, contractor, of the same place.

C.H.S. M. HOLT,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 29th March, 1911. 1906

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court*
No. 520.

Dame Marie Gignac, wife of Louis Lavoie, photographer, of La Tuque, district of Three Rivers, duly authorized "à ester en justice",
l'aintiff ;

vs
The said Louis Lavoie, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, this 11th April, 1911.

MARCHAND & ROUILLARD,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 11th April, 1911. 1728

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 4999.

Dame Victoire Longpré, of Saint Paul l'Ermitte, wife common as to property of Avila Dupuis, of the same place, laborer,
Plaintiff ;

vs
The said Avila Dupuis, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted against the said defendant, on the 23rd day of March, 1911.

GAUTHIER & BEAUREGARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 23rd March, 1911. 1638

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3818.

Dame Katie Deegan, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Thomas J. Duggan, agent, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs Thomas J. Duggan, agent, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted in this case.

JOSEPH ARCHAMBAULT,
Attorney for the plaintiff.
Montreal, 25th March, 1911. 1642

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*

Dame Joséphine Blais, wife common as to property of Gervais Lachance, of the parish of Saint-Evariste, in the county and district of Beauce, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs The said Gervais Lachance, Defendant. An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 7th day of April, 1911.

ARTHUR FORTIN,
Attorney for plaintiff.
Saint-Joseph, Beauce, 7th April, 1911. 1640

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 298.

Dame Marie Delphine Corinne Gilbert, wife of François-Xavier Lavallée, trader, of Saint-Aubert, county of l'Islet, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs
The said François-Xavier Lavallée, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 26th of April last.

FRANCEUR & VIEN,
Attorneys for plaintiff.
Montmagny, 3rd May, 1911. 2002

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 Dame Vitaline Chabot, du canton de Windsor,
 district de Saint François, épouse commune en
 biens de David Corriveau, cultivateur, du même
 lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins
 des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit David Corriveau, Défendeur.
 La demanderesse a institué une action en sépa-
 ration de biens et de corps et de biens contre son
 dit mari, le dix-neuvième jour d'avril courant.
 CAMPBELL & GENDRON,
 Procureurs de la demanderesse.
 Sherbrooke, 26 avril 1911. 1901.3

Cour Supérieure, Kamouraska, No 4675, Dame
 Alma Lebel, épouse commune en biens de Ovide
 Raymond, contracteur, de Sainte-Rose du Dégelé,
 a institué le 30 mars 1911, une action en séparation
 de biens contre son dit époux, Fraserville, 4 mai
 1911, Potvin & Langlais, avocats de la demande-
 resse. 1997.2

Cour supérieure, Kamouraska, No 4702, Dame
 Augustine Dionne, épouse commune en biens de
 Paul Beaulieu, marchand, de Saint-Honoré, a ins-
 titué le 1er mai 1911, une action en séparation de
 biens contre son dit époux. Fraserville, 4 mai 1911.
 Potvin & Langlais, avocats de la demanderesse.
 1999.2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 In re J. G. Bastien, Montréal, Failli.
 Avis est par les présentes donné que le sus-
 nommé a fait, ce jour, un abandon judiciaire de
 ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au
 bureau du protonotaire de la cour supérieure pour
 le district de Montréal, à Montréal, dit district.

CHARTRAND & TURGEON.

Sub. gardiens provisoires.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
 55, Saint-François-Xavier, Montréal.
 Montréal, 4 mai 1911. 2003

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No. 144.

In re Jean Piché, marchand général, de la paroisse
 de Sainte Thècle, Débiteur insolvable ;

et

François-Xavier Gagnon, comptable, de la cité de
 Montréal, Requérannt cession.

Avis est par le présent donné que le dit Jean
 Piché a, ce 8e jour de mai courant, fait un aban-
 don judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses
 créanciers au bureau du protonotaire de la cour su-
 périeure, à Trois-Rivières.

P. J. CHARTRAND,
 Gardien provisoire. 2065

Trois-Rivières, 8 mai 1911.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de D. Miller & Son, de Montréal,
 Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
 dernier bordereau de dividendes a été préparé dans
 cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 25e
 jour de mai 1911, après laquelle date les dividendes
 seront payables au bureau du soussigné.

H. SHAPIRO,
 Curateur. 2063

Montréal, 9 mai 1911.

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 Dame Vitaline Chabot, of the township of Windsor,
 district of Saint Francis, wife "commune en
 biens" of David Corriveau, farmer, of the same
 place, duly authorized "to ester en justice aux
 fins des présentes", Plaintiff ;

vs.

The said David Corriveau, Defendant.
 Plaintiff has instituted an action for separation
 as to property and bed and board against her said
 husband, on the nineteenth of April instant.
 CAMPBELL & GENDRON,
 Attorneys for plaintiff
 Sherbrooke, 26th April, 1911. 1902

Superior Court, Kamouraska, No. 4675, Dame
 Alma Lebel, wife common as to properties of Ovide
 Raymond, contractor, of Sainte Rose du Dégelé,
 has instituted on the 30th of March, 1911, an action
 for separation of properties, against her said hus-
 band, Fraserville, 4th May, 1911, Potvin & Lan-
 glais, advocates of plaintiff. 1998

Superior court, Kamouraska, No. 4702, Dame
 Augustine Dionne, wife common as to properties of
 Paul Beaulieu, merchant, of Saint Honoré, has in-
 stituted on the 1st of May, 1911, an action for sepa-
 ration of properties against her said husband, Fra-
 serville, 4th May, 1911, Potvin & Langlais, advo-
 cates of plaintiff. 2005

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In re J. G. Bastien, Montreal, Insolvent.
 Notice is hereby given that the above named in-
 solvent has, this day, made a judicial assignment
 of his property for the benefit of his creditors, at
 the office of the prothonotary of the superior court
 of the district of Montreal, at Montreal, said dis-
 trict.

CHARTRAND & TURGEON,

Sub-provisional guardians.

Office of Chartrand & Turgeon,
 55, Saint François Xavier, Montreal.
 Montreal, 4th May, 1911. 2004

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 144.

In re Jean Piché, general merchant, of the parish
 of Sainte Thècle, Insolvent debtor ;

and

François-Xavier Gagnon, accountant, of the city of
 Montreal, Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said Jean Piché
 has, on the 8th day of May instant, made a judicial
 abandonment of his property for the benefit of his
 creditors, at the office of the prothonotary of the
 superior court, at Three Rivers.

P. J. CHARTRAND,
 Provisional guardian. 2066

Three Rivers, 8th May, 1911.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of D. Miller & Son, of Montreal,
 Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final
 dividend has been prepared in this matter, which
 will be open to objection until 25th May, 1911,
 after which date dividends will be payable at the
 office of the undersigned.

H. SHAPIRO,
 Curator. 2064

Montreal, 9th May, 1911.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Albani Premont, Saint-Georges,
 Café, restaurateur, Montréal, Failli.
 Un premier et dernier bordereau de dividende a
 été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection
 jusqu'au 30 mai 1911, après lequel jour le dividende
 sera payable à mon bureau.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
 Montréal, 13 mai 1911. 2071

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
In re Nazaire Demers, commerçant, Montréal,
 Insolvable.
 Avis est donné que, le 8ème jour de mai 1911,
 par un ordre de la cour, j'ai été nommé cura-
 teur à la succession du sus-nommé, qui a fait une
 cession judiciaire de ses biens et effets pour le béné-
 fice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon
 bureau sous un mois de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curateur.

Édifice "New-York Life".
 No 11, Place d'Armes.
 Montréal, 13 mai 1911. 2069

Licitation

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 118.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et
 en vertu d'un jugement de la cour supérieure, sié-
 geant à Montréal, dans le district de Montréal, le
 20 avril 1911, dans une cause portant le No 118 des
 dossiers de la dite cour, dans laquelle Charles La
 Mothe, des cité et district de Montréal, employé
 civil, est Demandeur; et Dame Amanda Malhiot,
 des cité et district de Montréal, veuve de Guillaume
alias William La Mothe, en son vivant des cité et
 district de Saint-Hyacinthe, et Jules Laframboise,
 des cité et district de Saint-Hyacinthe, en qualité
 d'exécuteur testamentaire du testament de feu
 Henri Pierre La Mothe, en son vivant de Saint-
 Hyacinthe, sont défendeurs, et le dit Jules Lafram-
 boise, en ses qualités de curateur à la substitution
 créée par le testament du dit Henri Pierre La Mothe
 et à la substitution créée par le testament du dit
 Guillaume *alias* William La Mothe, est mis-en-
 cause; le dit jugement ordonnant la licitation des
 immeubles suivants, savoir:

(a) Le lot numéro cinq cent vingt-deux (522), des
 plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-
 Jacques, dans la cité de Montréal—avec bâtisses; le
 dit lot mesurant vingt mille neuf cent trente pieds,
 mesure anglaise, en superficie, et étant borné au
 nord par la rue Sainte-Catherine, à l'ouest par la
 rue Saint-Hubert, à l'est par la rue Saint-Christo-
 phe, et au sud par le lot numéro cinq cent vingt et
 un (521);

(b) Le lot numéro huit cent seize (816), des plan
 et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques,
 de la dite cité—avec bâtisses; le dit lot mesurant
 sept mille soixante-dix pieds, mesure anglaise, en
 superficie, et formant l'angle nord-ouest des rues
 Sainte-Catherine et Saint-Christophe;

(c) Un lot de terre formant partie du lot treize
 cent trente huit (1338), des plan et livre de renvoi
 officiels du quartier Saint Antoine, dans la cité de
 Montréal, mesurant vingt pieds de front sur la rue

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Albani Premont, Saint George's
 Café, restaurant-keeper, Montreal, Insolvent
 A first and final dividend sheet has been prepared
 in this matter, which will be open to objection until
 the 30th of May, 1911, after which date the divid-
 end will be payable at my office.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
 Montreal, 13th May, 1911. 2072

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Nazaire Demers, trader, Montreal,
 Insolvent.
 Notice is hereby given that, on the 8th day of May,
 1911, by an order of the court, the undersigned was
 appointed curator to the property of the said insolvent,
 who has made a judicial abandonment of his
 assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty
 days from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
 Curator.

New-York Life Building,
 No. 11, Place d'Armes.
 Montreal, 13th May, 1911. 2070

Licitation

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 118.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, in pursuance
 of a judgment of the superior court, sitting at Mon-
 treal, in the district of Montreal, on the 20th April,
 1911, in a case bearing No. 118 of the records of
 the said court, in which Charles La Mothe, of the
 city and district of Montreal, civil servant, is
 Plaintiff; and Dame Amanda Malhiot, of the city
 and district of Montreal, widow of Guillaume *alias*
 William La Mothe, in his lifetime of the city and
 district of Saint Hyacinth, and Jules Laframboise,
 of the city and district of Saint Hyacinth, in his
 quality of testamentary executor of the last will of
 the late Henri Pierre La Mothe, in his lifetime of
 Saint Hyacinth, are Defendants, and the said Jules
 Laframboise in his qualities of curator to the sub-
 stitution created by the last will of the said late
 Henri Pierre La Mothe and to the substitution
 created by the will of the said Guillaume *alias* Wil-
 liam La Mothe, is *mis en cause*; the said judgment
 ordering the licitation of the following lots, to viz:

(a) Lot number five hundred and twenty two
 (522), of the official plan and book of reference of
 Saint James ward, in the city of Montreal—with
 buildings; the said lot measuring twenty thousand
 nine hundred and thirty feet, english measure, in
 area, and being bounded towards the north by
 Sainte Catherine street, towards the west by Saint
 Hubert street, towards the east by Saint Christophe
 street, and towards the south by lot number five
 hundred and twenty one (521);

(b) Lot number eight hundred and sixteen (816),
 of the official plan and book of reference of Saint
 James ward, in said city—with buildings; the said
 lot measuring seven thousand and seventy feet,
 english measure, in area, and forming the north
 west corner of Sainte Catherine and Saint Christo-
 phe streets;

(c) A lot of land forming part of lot thirteen
 hundred and thirty eight (1338), of the official
 plan and book of reference of Saint Antoine
 ward, in the city of Montreal, measuring twenty

Victoria, par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins; borné en front par la rue Victoria, en arrière par une ruelle ou passage de dix-huit pieds de largeur, vers le sud-est par William Clendinning et ayants cause, et au nord-ouest par Louis Armstrong et ayants cause. La dite ruelle débouchant dans les rues Burnside et Victoria, et avec droit de passage dans la dite ruelle et ses débouchés. La maison sus érigée portant le numéro 30 de la rue Victoria; le dit lot mesurant mille neuf cent trente pieds, mesure anglaise, en superficie;

(d) Un lot de terre portant le numéro onze (11), de subdivision du lot numéro dix-huit (18), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint Laurent, dans la cité de Montréal, avec droit de passage dans une ruelle située à l'arrière et portant le numéro douze (12), de subdivision du dit lot dix-huit (18)—avec bâtisses; le dit lot de terre à part la dite ruelle mesurant trois mille deux cent vingt-sept pieds, mesure anglaise, en superficie;

(e) Un lot de terre portant le numéro six (6), de subdivision du dit lot dix-huit (18), du quartier Saint Laurent, de la dite cité, avec droit de passage dans la dite ruelle, portant le numéro douze (12), de subdivision du dit lot dix-huit (18), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint Laurent; le dit lot de terre à part la dite ruelle mesurant deux mille deux cent quatre-vingt-quatorze pieds, mesure anglaise, en superficie;

Les dits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés séparément au plus offrant et dernier enchérisseur, à DIX heures ET DEMIE du matin, le QUINZIÈME jour de JUIN prochain (1911), cour tenante, dans la chambre 31 du palais de justice, de la cité de Montréal; sujets aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour;

L'étendue des dits immeubles est donnée sans aucune garantie au cas où la mesure serait inférieure à celle ci-dessus mentionnée.

L'adjudicataire devra déposer immédiatement lors de l'adjudication, en argent ou par chèque accepté tiré sur une banque faisant affaires à Montréal, les sommes suivantes pour chaque immeuble, respectivement, savoir:

1° Pour l'immeuble décrit dans le paragraphe "a", la somme de cinq mille dollars (\$5,000); 2° Pour l'immeuble décrit dans le paragraphe "b", la somme de deux mille dollars (\$2,000); 3° Pour l'immeuble décrit dans le paragraphe "c", la somme de cinq cents dollars (\$500); 4° Pour l'immeuble décrit dans le paragraphe "d", la somme de cinq cents dollars (\$500); 5° Pour l'immeuble décrit dans le paragraphe "e", la somme de deux cent cinquante dollars (\$250);

Ces dites sommes seront appliquées à compte du prix d'adjudication et confisquées au profit des parties, à défaut par l'adjudicataire de remplir les conditions de la vente, et notamment de payer la balance du prix d'adjudication;

Toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis elles seront forcloses du droit de le faire.

DESSAULLES & GARNEAU,

Procureurs du demandeur.

Montreal, 26 avril 1911. 1903.2

[Première publication, 29 avril 1911.]

feet in front, on Victoria street, by ninety five feet in depth, english measure, and more or less; bounded in front by Victoria street, in rear by a lane or passage of eighteen feet in width, towards the south east by William Clendinning and representatives, and towards the north west by Louis Armstrong and representatives. The said lane opening in Burnside and Victoria streets, and with right of passage in the said lane and its openings. The house thereon erected bears No. 30 of Victoria street; the said lot measuring one thousand nine hundred and thirty feet, english measure, in area;

(d) A lot of land bearing number eleven (11), of subdivision of lot number eighteen (18), of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, with right of passage in a lane situated at the rear and bearing number twelve (12), of subdivision of said lot number eighteen (18)—with buildings; the said lot of land outside of said lane measuring three thousand two hundred and twenty seven feet, english measure, in area;

(e) A lot of land bearing number six (6), of subdivision of lot number eighteen (18), of Saint Lawrence ward, in the said city of Montreal, with right of passage in the said lane, bearing number twelve (12), of subdivision of said lot number eighteen (18), of the official plan and book of reference of said Saint Lawrence ward; the said lot of land outside of said lane measuring two thousand two hundred and ninety four feet, english measure, in area;

The said lots shall be put up to public auction and adjudicated separately to the last and highest bidder, at HALF PAST TEN o'clock a.m., on the FIFTEENTH day of JUNE next (1911), at the sitting of the Superior Court, in room No. 31, of the court house, in the city of Montreal; subject to all charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court;

The area of the said lots is given without any warranty in case the measurements should be inferior to the figure above stated.

The purchaser shall deposit immediately at the time of adjudication, in cash or by an accepted cheque drawn on a bank doing business at Montreal, the following sums for each lot respectively, to wit:

1. For lot described in paragraph "a", the sum of five thousand dollars (\$5,000); 2. For lot described in paragraph "b", the sum of two thousand dollars (\$2,000); 3. For lot described in paragraph "c", the sum of five hundred dollars (\$500); 4. For lot described in paragraph "d", the sum of five hundred dollars (\$500); 5. For lot described in paragraph "e", the sum of two hundred and fifty dollars (\$250);

The said sums shall be applied on account of the price of adjudication and confiscated to the parties herein, should the said purchaser fail to fulfil the conditions of the sale and namely to pay the balance of the price of adjudication;

All oppositions to secure charges, to withdraw or to annul on the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and all oppositions or claims for payment out of the proceeds of the licitation must be filed in the office of the court within six days after the adjudication, after which the parties interested shall be foreclosed from filing such oppositions or claims.

DESSAULLES & GARNEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 26th April, 1911. 1904

[First published, 29th April, 1911.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **THOMAS BROWN**
District de Beauharnois, } **PRINGLE ET**
No 1857. } **JAMES WATTIE**
STARKE, tous deux marchands, du village de Huntingdon, district de Beauharnois, et y faisant affaires ensemble en société sous la raison sociale de Pringle, Starke & Co., Demandeurs; vs **FINDLAY BELL**, de Pincher Creek, dans la province de Alberta, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

1° Un terrain sis et situé dans le village de Huntingdon, étant la partie sud-est du numéro deux cent cinquante-six (256), des plan et livre de renvoi officiels du dit village de Huntingdon, contenant dix-huit pieds de largeur; borné en front par la rue Châteauguay, en arrière par la rivière Châteauguay, au nord ouest par le résidu du dit No 256, du côté sud est par le numéro deux cent cinquante-sept (257)—avec une maison en bois à deux étages, érigée partie sur le terrain sus-décrié et partie sur le résidu du dit numéro 256.

2° Un autre terrain sis et situé au même lieu, étant partie du numéro deux cent soixante-six, des dits plan et livre de renvoi officiels, savoir: comprenant tout le dit numéro deux cent soixante-six (266), moins la portion sud ouest d'icelui et contenant la dite portion vingt-trois pieds de largeur sur la profondeur du dit lot; le dit terrain borné comme suit, savoir: en front par la rue Châteauguay, en profondeur par la rivière Châteauguay, d'un côté, partie par la rivière Châteauguay, et le numéro deux cent soixante-sept (267), et de l'autre côté par le résidu du No 266—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus avec les bâtisses érigées comme susdit, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Huntingdon, dans le district de Beauharnois, **VENDREDI**, le **VINGT-SIXIEME** jour de **MAI** prochain 1911, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

JEAN BTE D'AMOUR,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 18 avril 1911.
La première publication du 22 avril 1911 est nulle.
[Première publication, 29 avril 1911.] 1765.2

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir: } **LA BANQUE MOL-**
No 3517. } **SON**, Demanderesse;
contre **THE GENERAL CONSTRUCTION CO.**
ET AL, Défendeurs.

A. Une terre formant le lot No 94, du cadastre officiel du village de Saint-Alexis de la Grande Baie, et formant partie du lot numéro 66, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexis de la Grande Baie: borné le dit terrain en front et à l'ouest par le Barachois, au sud-ouest par le terrain de Johnny Savard, au nord à une ligne partant d'un point

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **THOMAS BROWN**
District of Beauharnois, } **PRINGLE AND**
No. 1857. } **JAMES WATTIE**
STARKE, both merchants, of the village of Huntingdon, district of Beauharnois, and there carrying on business together in partnership under the firm name of Pringle, Starke & Co., Plaintiffs; vs **FINDLAY BELL**, of Pincher Creek, in the province of Alberta, Defendant.

As belonging to the defendant:

1. A lot of land being and situate in the village of Huntingdon, being the south east part of number two hundred and fifty six (256), on the official plan and book of reference of the said village of Huntingdon, containing eighteen feet in width; bounded in front by Chateauguay street, in the rear by the Chateauguay river, on the north west by the remainder of the said No. 256, on the south east side by number two hundred and fifty seven (257)—with a two story wooden house erected partly on the above described lot of land and partly on the remainder of the said No. 256.

2. Another lot of land being and situate in the same place, being part of number two hundred and sixty six, of the said official plan and book of reference, to wit: comprising the whole of the said number two hundred and sixty six (266), less the south west portion of same, and containing the said portion twenty three feet in width by the depth of the said lot; the said land being bounded as follow, to wit: in front by Chateauguay street, in depth by the Chateauguay river, on one side partly by the Chateauguay river and the number two hundred and sixty seven (267), and on the other side by the residue of No. 266—with the buildings thereon erected.

To be sold with the buildings thereon erected as aforesaid, at the parochial church door of the parish of Saint Joseph de Huntingdon, in the district of Beauharnois, **FRIDAY**, the **TWENTY SIXTH** day of **MAY** next, 1911, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

JEAN BTE D'AMOUR,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 18th April, 1911.
First publication of the 22nd April, 1911, is null.
[First published, 29th April, 1911.] 1766

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit: } **LA BANQUE MOLSON,**
No. 3517. } **Plaintiff;** contre **THE**
GENERAL CONSTRUCTION CO. ET AL, **Defendants.**

A. A land forming lot No. 94, of the official cadastre of the village of Saint Alexis de la Grande Baie, and forming part of lot number 66, of the official cadastre of the parish of Saint Alexis de la Grande Baie; the said land being bounded in front and to the west by the Barachois, on the south west by the land of Johnny Savard, on the north by a

situé à trente-deux pieds au sud du pont et au bord de la rivière qu'il y a au fond du Barachois, lorsque la mer est basse, et se dirigeant la dite ligne en arrière dans une direction sud-est à peu près, jusqu'à un point situé à cent quatre-vingt-trois pieds du point de départ, et à cent treize pieds au sud-sud-ouest du chemin du cimetière, à l'est par une ligne partant du point d'arrivée de la précédente, et se dirigeant droite dans une direction du sud-sud-ouest à peu près, jusqu'au terrain de Johnny Savard; le point situé à quatre cent soixante pieds du point de départ de cette ligne se trouve éloigné de 165 pieds de la rivière qu'il y a au fond du Barachois, lorsque la mer est basse, la mesure se prenant de ce point et en gagnant la rivière de l'est à l'ouest—avec ensemble toutes les bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

B. Un autre terrain formant aussi partie du lot No 66, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexis, de vingt-six pieds et demi de largeur sur environ trente-huit pieds de longueur, et est borné au nord par le terrain du cimetière, à l'ouest par une ligne parallèle à la rivière qu'il y a au fond du Barachois, lorsque la mer est basse [à quarante-cinq pieds de distance du bord de la dite rivière, à l'est par une ligne parallèle à la ligne droite passant à vingt-six pieds et demi de la dite ligne ouest, et au sud par le terrain ci-dessus décrit.

C. Un autre terrain formant partie du même lot cadastral; borné au nord par une ligne partant du point situé à 460 pieds du point de départ de la ligne plus haut décrite, bornant le terrain en premier lieu décrit à l'est, et se dirigeant de là à (la ligne bornant au nord le terrain ci-dessus décrit) en suivant une direction de l'ouest à l'est jusqu'à un point situé à 165 pieds du point de départ (de cette dernière ligne), à l'est par une ligne partant du point d'arrivée de la précédente (celle de 165 pieds) et gagnant le sud jusqu'à une distance de 60 pieds, au sud par une ligne partant de là et gagnant l'ouest jusqu'à 70 pieds, et de là gagnant le sud-ouest jusqu'au point de rencontre de la ligne de Johnny Savard.

D. Un terrain formant partie du lot No 65, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexis de la Grande Baie; et borné en front au Barachois, en arrière par le chemin public, d'un côté au sud par le pont, et au nord par le prolongement vers le nord-ouest de la ligne nord-est de l'emplacement que Joseph Pagé possède du côté sud-est du chemin—avec toutes les machineries installées dans le moulin érigé sur le terrain sus-décrit ou en dépendant, et comprenant spécialement tous les accessoires et machineries et outils, actuellement sur le terrain sus-décrit et dans les bâtisses y érigées et pouvant servir à son exploitation.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis de la Grande Baie, le QUATORZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Chicoutimi, 6 mai 1911. Shérif. 2037

[Première publication, 13 mai 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Québec, à savoir: } EDMOND BILODEAU, De-
No 1776. } mandeur; vs NIL SIM-
MARD, de Saint-Louis Nazaire, comté de Chicoutimi, Défendeur.

Une terre de cent acres en superficies, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, située en la paroisse de Saint-Louis Nazaire, comté de Chicoutimi, maintenant connue et désignée sous le numéro trente-trois (33), du cadastre officiel pour le troisième rang du canton Taché, susdit comté de Chicoutimi.

Pour être vendue à la porte de l'église de la

line starting from a point situate thirty two feet to the south of the bridge and on the edge of the river there is at the head of the Barachois, when the tide is low, and the said line running in the rear in a south east direction about, as far as a point situate one hundred and eighty three feet from the point of departure, and one hundred and thirteen feet to the south south west of the cemetery road, on the east by a line starting from the point of arrival of the preceding and running straight in a south south west direction about, as far as the land of Johnny Savard; the point situate at four hundred and sixty feet from the point of departure, the said line is 165 feet away from the river there is at the head of the Barachois, when the tide is low, the measurement being taken from the said point and on going towards the river from east to west—together with all the buildings thereon erected and all dependancies.

B. Another land forming also part of lot No. 66, of the official cadastre of the parish of Saint Alexis, of twenty six feet and a half in width by about thirty eight feet in length; and is bounded on the north by the land of the cemetery, on the west by a parallel line with the river there is at the head of the Barachois, when the tide is low at the distance of forty five feet from the edge of the said river, on the east by a parallel line with the right line and running twenty six and a half feet from the said western line, and on the south by the land hereabove described.

C. Another land forming part of the same cadastral lot; bounded on the north by a line starting from the point situate at 460 feet from the point of departure of the line above described, bounding the land firstly described on the east, and running thence (the line bounding on the north the land hereabove described) following a direction from west to east as far as a point situate at 165 feet from the point of departure (from the latter line); on the east by a line starting from the point of arrival of the preceding (that of 165 feet) and going towards the south for a distance of 60 feet, on the south by a line starting thence and going towards the west for 70 feet, and thence extending towards the south west as far as the point of meeting of the line of Johnny Savard.

D. A land forming part of lot No. 65, of the official cadastre of the parish of Saint Alexis de la Grande Baie; and bounded in front by the Barachois, in the rear by the public road, on one side to the south by the bridge, and on the north by the prolongation towards the north west of the north east line of the emplacement owned by Joseph Pagé on the south side of the road—with all the machinery installed in the mill erected on the land hereabove described or depending thereon, and comprising especially all the accessories, machinery and tools, presently on the land hereabove described and in the buildings thereon erected and usefull in its operation.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Alexis de la Grande Baie, on the FOURTEENTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office, Chicoutimi, 6th May, 1911. Sheriff. 2038

[First published, 13th May, 1911]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Québec, to wit: } EDMOND BILODEAU,
No. 1776. } Plaintiff; vs NIL SIMARD,
of Saint Louis Nazaire, county of Chicoutimi, Defendant.

A farm of one hundred acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected, situate in the parish of Saint Louis Nazaire, county of Chicoutimi, now known and designated under number thirty three (33), of the official cadastre for the third range of the township Taché, aforesaid county of Chicoutimi.

To be sold at the church door of the parish of

paroisse de Saint-Louis Nazaire, le TREIZIEME jour de JIUN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Chicoutimi, 6 mai 1911.
[Première publication, 13 mai 1911].

EDM. SAVARD, Shérif. 2039

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } ARMAND COTE, Demandeur ; vs DAME JESSIE TREMBLAY, de Bagotville, Défendesse.

Un lopin de terre de figure irrégulière, mesurant 233 pieds du côté ouest, formé d'une partie du lot 285, du cadastre du village de Bagotville, et compris dans les bornes suivantes : vers le nord à la rue du Cap, (No 288, du même cadastre), vers le nord-est par le terrain de J. D. Guay ou représentants (No 286), vers l'est par le terrain de Joseph Lavoie (No 284), vers le sud par le terrain de Benjamin Simard, et vers l'ouest par le terrain de ce dernier, suivant une ligne parallèle à la rue Elgin (No 302) et distante de 95 pieds de cette ligne—le tout avec bâtisses et dépendances, avec en plus le droit pour le propriétaire de cet immeuble à un chemin pour communiquer de ce terrain au chemin Sydenham, en passant sur les lots 285, 302 et 301, du dit cadastre.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Bagotville, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Chicoutimi, 18 avril 1911.
[Première publication, 22 avril 1911.]

EDM. SAVARD, Shérif. 1801.2

Ventes par le shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Kamouraska, } JOSEPH LAFRANCE, Demandeur ; contre EPHREM LEVASSEUR ET AL, Défendeurs.

Un emplacement situé au village de Saint-Georges de Cacouna, contenant environ un arpent en superficie, et borné au sud au chemin public, au nord aux représentants de Narcisse Michaud, au nord-est à Frank Octo, et au sud-ouest à Louis Courberon, représentant de Cyprien Dionne—avec les bâtisses dessus construites, faisant partie du lot de terre maintenant connu au plan cadastral pour le dit village de Saint-Georges de Cacouna, sous le numéro cent quatorze (No 114).

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Georges de Cacouna, le QUINZIEME jour de JUIN 1911, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Fraserville, 10 mai 1911.
[Première publication, 13 mai 1911].

J. J. B. LAVOIE, Député shérif. 2067

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Saint Louis Nazaire, on the THIRTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Chicoutimi, 6th May, 1911.
[First published, 13th May, 1911].

EDM. SAVARD, Sheriff. 2040

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : } ARMAND COTE, Plaintiff ; vs DAME JESSIE TREMBLAY, Defendant.

A piece of land of irregular outline, measuring 233 feet on the west side, formed of a part of lot 285, of the cadastre of the village of Bagotville, and comprised within the following limits : on the north by the hill street (No. 288 of the same cadastre), on the north-east by the land of J. D. Guay or representatives (No. 286), on the east by the land of Joseph Lavoie (No. 284), on the south by the land of Benjamin Simard, and on the west by the land of the latter, following a parallel line with Elgin street (No. 302), and at a distance of 95 feet from the said line—the whole with buildings and dependencies, with moreover the right for the proprietor of the said immovable to a road to communicate from the said land to the Sydenham road, passing over lots 285, 302 and 301, of the said cadastre.

To be sold at the church door of the parish of Bagotville, on the TWENTY-SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Bureau du shérif, Chicoutimi, 18th April, 1911.
[First published, 22nd April, 1911].

EDM. SAVARD, Sheriff. 1802

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Kamouraska, } JOSEPH LAFRANCE, Plaintiff ; against EPHREM LEVASSEUR ET AL, Defendants.

An emplacement situate in the village of Saint-Georges de Cacouna, containing about one arpent in superficies, and bounded on the south by the public road, on the north by the representatives of Narcisse Michaud, on the north east by Frank Octo, and on the south west by Louis Courberon, representative of Cyprien Dionne—with the buildings thereon erected, forming part of the lot of land now known on the cadastral plan for the said village of Saint-Georges de Cacouna, under number one hundred and fourteen (No. 114).

To be sold at the church door of Saint-Georges de Cacouna, on the FIFTEENTH day of JUNE, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Fraserville, 10th May, 1911.
[First published, 13th May, 1911]

J. J. B. LAVOIE, Deputy sheriff. 2068

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Montmagny, à savoir : } **J. BAPTISTE GAGNON**, de Sainte-Marguerite, district de Beauce, Demandeur ; contre **ANTOINE CARRIER**, de Sainte-Sabine, district de Montmagny, Défendeur.

1° Un lot de terre de un arpent de front sur la profondeur du rang, étant le lot No vingt-huit, du premier rang du canton Bellechasse, dans le comté de Bellechasse.

2° Un lot de terre de deux arpents et demi de front sur la profondeur du rang, étant le lot numéro vingt-neuf, du susdit premier rang du canton Bellechasse.

3° Un lot de terre contenant deux arpents et quart de front sur la profondeur du rang, étant le lot numéro trente-deux, du deuxième rang susdit, canton de Bellechasse—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; avec réserve par sieur Joseph Morin, suivant l'acte d'échange passé devant le notaire Dupuis, le vingt-six avril 1910, et enregistré sous le No. 36884.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte Sabine, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain 1911, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif.

Shérif.

Montmagny, 18 avril 1911.

1763.2

[Première publication, 22 avril 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce.

Montmagny, to wit : } **J. BAPTISTE GAGNON**, of Sainte Marguerite, district of Beauce, Plaintiff ; against **ANTOINE CARRIER**, of Sainte Sabine, district of Montmagny, Defendant.

1. A lot of land of one arpent in front by the depth of the range, being lot No. twenty eight, of the first range of the township Bellechasse, in the county of Bellechasse.

2. A lot of land of two arpents and a half in front by the depth of the range, being lot number twenty nine, of the aforesaid first range of the township Bellechasse.

3. A lot of land containing two arpents and a quarter in front by the depth of the range, being lot number thirty two, of the second range aforesaid, township of Bellechasse—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with reserve by sieur Joseph Morin, in accordance with deed of exchange passed before notary Dupuis, on the twenty sixth of April, 1910, and registered under No. 36884.

To be sold at the church door of Sainte Sabine, on the TWENTY THIRD day of MAY next, 1911, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's Office.

Sheriff.

Montmagny, 18th April, 1911.

1764

[First published, 22nd April, 1911.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CITE DE WEST-MOUNT**, Demanderesse ; contre **W. HERBERT EVANS**, Défendeur.

Deux lots de terre—avec circonstances et dépendances, situés dans la cité de Westmount ; bornés en front par l'avenue Argyle, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous les numéros cent cinquante-trois et cent cinquante-quatre, de la subdivision officielle d'une partie du lot numéro primitif deux cent quatre-vingt-deux.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Shérif.

Montréal, 10 mai 1911.

2061

[Première publication, 13 mai 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME EMELIE CLAVEL**, veuve de Charles Berger, Demanderesse *es-qualité* ; contre **DAME ROBERTINE LAFORCE**, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Melançon, notaire, et par ce dernier dûment autorisée.

Deux terrains sis et situés au village de Boucherville, présentement connus et désignés comme lots numéros cent-sept et cent-huit (107 et 108), aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Boucherville—avec les bâtisses sus-érigées ; bornés en front par la rue Sainte-Famille et le bord de l'eau ; les dits deux terrains étant contigus et formant une seule et même exploitation.

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE CITY OF WEST-MOUNT**, Plaintiff ; against **W. HERBERT EVANS**, Defendant.

Two lots of land—with circumstances and dependencies, situate in the city of Westmount ; bounded in front by Argyle avenue, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under numbers one hundred and fifty three and one hundred and fifty four, of the official subdivision of a part of lot primitive number two hundred and eighty two.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, 10th May, 1911.

2062

[First published, 13th May, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME EMELIE CLAVEL**, widow of Charles Berger, Plaintiff *es-qualité* ; against **DAME ROBERTINE LAFORCE**, wife separated as to property by marriage contract of Joseph Melançon, notary, and by the latter duly authorized.

Two lots of land being and situate in the village of Boucherville presently known and designated as lots numbers one hundred and seven and one hundred and eight (107 and 108), on the official plan and book of reference of the said village of Boucherville—with the buildings thereon erected ; bounded in front by Sainte Famille street and the edge of the water ; the said two lots of land being contiguous and forming one plot.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 19 avril 1911. [Première publication, 22 avril 1911.]

Shérif. 1795.2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THE JAMES ROBERTSON CO. LIMITED, Demandeur ; contre A. GIBBONS, Défendeur.

Deux lots de terre—avec circonstances et dépendances situés dans la ville de Verdun ; bornés en front par la rue Lanouette, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous les numéros sept cent douze et sept cent treize, de la subdivision officielle du lot numéro primitif trois mille quatre cent cinq (712 et 713 de 3405).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 19 avril 1911. [Première publication, 22 avril 1911.]

Shérif. 1793.2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Montréal, à savoir : } JOSEPH ROSENBERG, Demandeur ; vs ELIE PANDINI, Défendeur.

Un terrain composé de deux lots de terre situés dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances ; borné en front par la rue Christophe Colomb, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro deux cent cinquante-huit et deux cent cinquante-neuf, de la subdivision officielle du lot numéro primitif cinq (5-258, 259)

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Montréal, 19 avril 1911. [Première publication, 22 avril 1911.]

Shérif. 1797.2

To be sold at the parochial church door of the parish of Boucherville, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 19th April, 1911. [First published, 22nd April, 1911]

Sheriff. 1796

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } THE JAMES ROBERTSON CO., LIMITED, Plaintiff ; against A. GIBBONS, Defendant.

Two lots of land—with circumstances and dependencies situate in the town of Verdun ; bounded in front by Lanouette street, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under numbers seven hundred and twelve and seven hundred and thirteen, of the official subdivision of lot primitive number three thousand four hundred and five (712 and 713 of 3405).

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 19th April, 1911. [First published, 22nd April, 1911.]

Sheriff. 1794

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska

Montréal, to wit : } JOSEPH ROSENBERG, Plaintiff ; vs ELIE PANDINI, Defendant.

A piece of land composed of two lots situate in Saint Denis ward, of the city of Montreal—with buildings erected thereon, circumstances and dependencies ; bounded in front by Christopher Columbus street, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, under numbers two hundred and fifty eight and two hundred and fifty nine, of the official subdivision of lot primitive number five (5-258, 259).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 19th April, 1911. [First published, 22nd April, 1911.]

Sheriff. 1798

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.

District de Rimouski. } ISIDORE BEAULIEU, No 4294. } failli, et LOUIS DE CONZAGUE BELZILE, curateur, savoir :

1° Un terrain de forme irrégulière, contenant six arpents en superficie, sur le troisième rang du canton Matane ; borné au nord est à la route, et des autres côtés à la propriété de Ph. Gendron, faisant partie du numéro douze A, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric de la Rivière Blanche—avec moulin, accessoires et bâtisses, à charge du loyer du terrain.

2° Un emplacement sur le deuxième rang de la paroisse de Saint-Ulric, étant parcelle du lot numéro dix-sept K, du cadastre officiel de la dite paroisse, contenant 5208 pieds en superficie ; borné au nord

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.

District of Rimouski. } ISIDORE BEAULIEU, No. 4294. } Insolvent ; and LOUIS DE GONZAGUE BELZILE, curator, to wit :

1. A lot of land of irregular outline, containing six arpents in superficies, in the third range of the township Matane ; bounded on the north east by the road, and on the other sides by the property of Ph. Gendron, forming part of number twelve A, of the official cadastre of the parish of Saint Ulric de Rivière Blanche—with mill, accessories and buildings, subject to the charge of the rental of the land.

2. An emplacement in the second range of the parish of Saint Ulric, being a part of lot number seventeen K, of the official cadastre of the said parish, containing 5208 feet in superficies ; bounded

au chemin du Roi, au sud à Jos. Beaulieu, à l'ouest à Paul Ross, et à l'est à E. Talbot—avec bâtisses, à charge du loyer du terrain.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ulric de la Rivière Blanche, le VINGT-SIXIEME jour du mois de MAI 1911, à DEUX heures de l'après-midi.

CHS. D'ANJOU,
Bureau du shérif, Shérif.
Rimouski, 19 avril 1911. 1799-2
[Première publication, 22 avril 1911.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François
Saint-François, à savoir : } THE BAYNES CAR-
No 593. } RIAGE COMPANY,

LIMITED, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Hamilton, dans la province d'Ontario, Demanderesse ; contre LES HERITIERS et représentants de feu Charles L. Ramsdell, en son vivant du village de Hatley Nord, dans le district de Saint-François, Défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs, les étendues ou morceaux de terre, situés dans le village de Hatley Nord, et décrits comme suit :

1° Partie du lot numéro cinq cent cinquante et un (551), du plan du cadastre et au livre de renvoi du canton de Hatley, dans le dit district ; borné comme suit : au sud par un chemin conduisant de Hatley Nord à Waterville, à l'ouest par la terre appartenant à Louis Séguin, Dame John Brant, Theresa Webster, A. C. Le Baron et Dame M. G. Daves, au nord par les terres appartenant à Dame M. G. Daves et Charles Jackson, et à l'est par la terre appartenant à William Gallaher.

2° Partie du lot numéro cinq cent cinquante et un (551), du plan du cadastre et au livre de renvoi du dit canton de Hatley ; borné comme suit : au sud par le chemin conduisant de Hatley-Nord à Waterville, à l'ouest par la terre appartenant à Holland Knowlton et Dame C. L. Ramsdell, au nord par la terre appartenant à Dame John Brant, et à l'est par la terre appartenant à Louis Séguin.

Les dites terres par le présent décrites sont sujettes à tout droit de servitudes et aux droits qui peuvent apparaître et trouver comme appartenant à un nommé David Jackson, en rapport avec une source d'eau sur les dites terres.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Elizabeth de Hatley, dans le village de Hatley-Nord, le TREIZIEME jour de JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 8 mai 1911. 2041
[Première publication, 13 mai 1911.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

on the north by the King's highway, on the south by Jos. Beaulieu, on the west by Paul Ross, and on the east by E. Talbot—with buildings, subject to the charge of the rental of the land.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ulric de la Rivière Blanche, on the TWENTY SIXTH day of the month of MAY, 1911, at TWO o'clock in the afternoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 19th April, 1911. 1800
[First published, 22nd April, 1911.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis
Saint Francis, to wit : } THE BAYNES CAR-
No. 593. } RIAGE COMPA-

NY. LIMITED, a body corporate and politic, having its head office and principal place of business at the city of Hamilton, in the province of Ontario, Plaintiff ; against THE HEIRS and representatives of the late Charles L. Ramsdell, in his lifetime of the village of North Hatley, in the district of Saint-François, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants, the following tracts or parcels of land, situate within the village of North Hatley, and described as follows :

1° Part of the lot number five hundred and fifty-one (551), of the cadastral plan and book of reference of the township of Hatley, in said district, bounded as follows : on the south by a road leading from North Hatley to Waterville, on the west by land belonging to Louis Séguin, Mrs. John Brant, Theresa Webster, A. C. LeBaron and Mrs M. G. Daves, on the north by lands belonging to Mrs. M. G. Daves and Charles Jackson, and on the east by land belonging to William Gallaher.

2. A part of lot number five hundred and fifty one (551), of the cadastral plan and book of reference of the said township of Hatley ; bounded as follows : on the south by the road leading from north Hatley to Waterville, on the west by land belonging to Holland Knowlton and Mrs. C. L. Ramsdell, on the north by the land belonging to Mrs. John Brant, and on the east by land belonging to Louis Séguin.

The said hereby described lands are subject to any right of servitude and for rights which may appear and be found to belong to one David Jackson, in connection with a spring of water upon said lands.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Elizabeth de Hatley, in the village of North Hatley, on the THIRTEENTH day of JUNE next, at ONE of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 8th May, 1911. 2042
[First published, 13th May, 1911.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } EDMUND NEVE, De-
 Sainte Scholastique, } mandeur ; vs DAME
 No 243. } MADELEINE NEVE ET
 AL. Défendeurs ; et Charles Calder, curateur du
 délaissement.

L'immeuble saisi entre les mains du dit curateur
 plus haut décrit, savoir :

Cette partie du lot connu et désigné sur les plan
 et livre de renvoi officiels du canton de Chatham,
 comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, sous le
 numéro quatre cent trente-huit (No 438), situé
 entre le chemin de fer Carillon et Grenville, qui le
 borne au nord, et le canal Carillon et Grenville,
 qui le borne au sud, et borné à l'est par le lot No
 434, et à l'ouest par le lot No 440—avec maison et
 autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du
 comté d'Argenteuil, dans la ville de Lachute, dit
 district, le QUATORZIEME jour de JUIN pro-
 chain, 1911, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérif.
 Sainte-Scholastique, 8 mai 1911. 2027
 [Première publication, 13 mai 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

No 2268. } CHARLES HECTOR LAVALLÉE,
 Demandeur, contre WILFRID
 LEROUX ET AL. Défendeurs, à savoir :

L'immeuble appartenant à Arthur Forget dit
 Dépatie, l'un des dits défendeurs en cette cause.

Un emplacement situé en la ville de Terrebonne,
 dit district, connu et désigné aux plan et livre de
 renvoi officiels du cadastre hypothécaire de la dite
 ville de Terrebonne, comme faisant partie du lot
 numéro sept (7), au sud du chemin public ou conti-
 nuation de la rue Saint-Louis, où elle a une largeur
 de soixante-six pieds anglais ; borné vers l'est par
 la partie de la ligne qui divise le dit lot numéro
 7 du dit lot numéro neuf (9), sur une profondeur de
 cent cinquante pieds anglais, à partir de la ligne de
 la dite rue Saint-Louis, qui la borne en front et
 ayant à sa profondeur une largeur de cinquante
 pieds—avec bâtisses et dépendances y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique
 de Terrebonne, dit district, le VINGT-NEUVIEME
 jour de MAI prochain, 1911, à TROIS heures de
 l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif. Shérif.
 Sainte-Scholastique, 18 avril 1911. 1761.3
 [Première publication, 22 avril 1911.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
 les TERRES et HERITAGES sous-mention-
 nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
 lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Trois-Rivières, à savoir : } PITRE POTVIN,
 No 1901. } Demandeur ; contre
 CHARLES ROCHETTE, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir :

Un emplacement situé à l'endroit appelé "La
 Tuque", portant le numéro vingt-quatre A, subdivi-
 sion quatre-vingt-dix-huit (24a 98), des plan et
 livre de renvoi officiels du canton Malhiot, dans le
 comté de Champlain ; borné vers le nord par le lot
 No 24 A 100, rue III, vers l'est par le No 24 A 99
 (avenue E), vers le sud par le No 24 A 93, vers
 l'ouest par le No 24 A 97, mesurant cinquante pieds

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } EDMUND NEVE,
 Sainte Scholastique, } Plaintiff ; vs DAME
 No. 243. } MADELEINE NEVE ET
 AL. Defendants ; and Charles Calder, curator to the
 surrender.

The immoveable seized in the hands of the said
 curator above described, to wit :

That part of the lot known and designated upon
 the official plan and in the book of reference of the
 township of Chatham, county of Argenteuil, district
 of Terrebonne, under the number four hundred and
 thirty eight (No. 438), situate between the Carillon
 and Grenville Railway, which bounds it on the
 north, and the Carillon and Grenville Canal, which
 bounds it on the south, and bounded on the east by
 lot No. 434, and on the west by lot No 440—with
 house and other buildings thereon erected.

To be sold at the registry office of the county of
 Argenteuil, in the town of Lachute, said district,
 on the FOURTEENTH day of JUNE next, 1911,
 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.
 Sainte Scholastique, 8th May, 1911. 2028
 [First published, 13th May, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

No. 2268. } CHARLES HECTOR LAVALLÉE,
 Plaintiff ; against WILFRID
 LEROUX ET AL. Defendants, to wit :

The immoveable belonging to Arthur Forget dit
 Dépatie, one of the said defendants in this cause.

An emplacement situate in the town of Terre-
 bonne, said district, known and designated on the
 official plan and book of reference of the hypothecary
 cadastre of the said town of Terrebonne, as
 forming part of lot number seven (7), on the south
 of the public road or continuation of Saint Louis
 street, where it has a width of sixty six feet english ;
 bounded on the east by the part of the line which
 divided the said lot No. 7 from lot number nine (9),
 by a depth of one hundred and fifty feet english,
 from the line of the said Saint Louis street, which
 bounds it in front and having at its depth a width
 of fifty feet—with buildings and dependencies
 thereon erected.

To be sold at the catholic church door of Terre-
 bonne, said district, on the TWENTY NINTH day
 of MAY next, 1911, at THREE o'clock in the
 afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Sainte Scholastique, 18th April, 1911. 1762
 [First published, 22nd April, 1911.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
 dermentioned LANDS and TENEMENTS
 have been seized, and will be sold at the respective
 times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Three Rivers, to wit : } PITRE POTVIN, Plain-
 No. 1901. } tiff ; against CHAR-
 LES ROCHETTE, Defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :

An emplacement situate at the place called "La
 Tuque", bearing the number twenty four A, subdivi-
 sion ninety eight (24a 98), of the official plan
 and book of reference of the township Malhiot, in the
 county of Champlain ; bounded on the north
 by lot No. 24 A 100, III street, on the east by No.
 24 A 99 (Avenue E), on the south by No. 24 A, 93,
 on the west by No. 24 A 97, measuring fifty feet

de largeur sur cent pieds de profondeur, contenant en superficie cinq mille (5000) pieds—avec bâtisse.

Four être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Champlain, en la paroisse de Saint-Germain de Batiscan, le SIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 3 mai 1911. 1961-2
[Première publication, 6 mai 1911.]

CHAS. DUMOULIN,

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure—District de Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : ANTHIME LUPIEN, Demandeur ; contre HERCULE ROBITAILLE, Défendeur et Joseph Victor Bourque, curateur au délaissement.

Comme appartenant au dit défendeur sur le dit curateur au délaissement, savoir :

1° Une terre située dans la paroisse de Saint-Théophile du Lac à la Tortue, dans le rang Saint-Jean-Baptiste nord-est, étant le lot numéro douze du rang, faisant partie du numéro vingt-cinq, aux plan et livre de renvoi officiels du canton Radnor, de la contenance de trois arpents de largeur sur vingt arpents de longueur ; bornée en front au lac, en profondeur aux terres du rang Saint-Léon, au nord à Alphonse Daniel, et au sud à la corporation de la paroisse de Saint-Théophile, tel que le tout se trouve actuellement.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Théophile du Lac à la Tortue, dans le rang Saint-Jean-Baptiste nord-est, étant le lot numéro douze du rang, faisant partie du numéro vingt-cinq, aux plan et livre de renvoi officiels du canton Radnor, de la contenance de trois arpents de largeur sur vingt arpents de longueur ; bornée en front au lac, en profondeur aux terres du rang Saint-Léon, au nord à Alphonse Daniel, et au sud à la corporation de la paroisse de Saint-Théophile, tel que le tout se trouve actuellement.

Pour être vendus, savoir : l'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin, et l'immeuble en second lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile du Lac, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 19 avril 1911. 1783.2
[Première publication, 22 avril 1911.]

Avis du Gouvernement

No 1854-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 10 mai 1911.

Demande est faite de détacher les lots de cadastre 1, 18-25, 35-40, du premier rang 1-3 du deuxième rang ; 1-4 rang G ; 1-5 rang H, tous inclusivement de Lingwick ; 1-40, 42, 44, 46, 48, 49, 50 et 59 du premier rang ; 71, 73, 78, 81, 83-95, 101-133 du deuxième rang ; 136-158, 160, 162-167, 170, 171, 176, 178, 179, 183, 184, 186, 187, 188, 189, 191, 194, du troisième rang ; 199, 201, 203, 207, 208, 209, 211, 213, 215, 216, 217 du quatrième rang ; 227, 228, du cinquième rang ; 230, 231, 233, 235, 236, 239, 241, 243-252, 259-280, 519-540, 542, 543, 544, 545, 547, 548, 550, 552, 554-560, 562-578 du premier V. N. rang ; 579-592, 594-607, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, tous inclusivement du deuxième V. N. rang de la municipalité de Hampden, de la municipalité

in width by one hundred feet in depth, containing five thousand (5000) feet in superficies—with building.

To be sold at the registry office of the county of Champlain, in the parish of Sainte Genoviève de Batiscan, on the SIXTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 3rd May, 1911. 1962
[First published, 6th May, 1911.]

CHARLES DUMOULIN,

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : ANTHIME LUPIEN, Plaintiff ; against HERCULE ROBITAILLE, Defendant, and Joseph Victor Bourque, curator to the surrender.

As belonging to the said defendant on the said curator to the surrender, to wit :

1. A land situate in the parish of Saint-Théophile, at the place called "La Grande Ligne", bearing number seventeen, of the range and forming part of the lot of land number twenty five, on the official plan and book of reference for a part of the township Radnor, containing three arpents in width by twenty five arpents in length, all without warranty of measure ; bounded in front by the lands of the Saint Pierre range, in depth by François Beaudouin, on the north by Hercule Robitaille and Hercule Goyette, and on the south by Narcisse Pronovost.

2. A land situate in the parish of Saint-Théophile du Lac à la Tortue, in the north east Saint-Jean Baptiste range, being lot number twelve, of the range, forming part of number twenty five, on the official plan and book of reference of the township Radnor, containing three arpents in width by twenty arpents in length ; bounded in front by the lake, in depth by the lands of the Saint Leon range, on the north by Alphonse Daniel, and on the south by the corporation of the parish of Saint-Théophile, as the whole actually is.

To be sold, to wit : the firstly designated immovable, at the church door of the parish of Saint-Théophile, on the TWENTY THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon, and the immovable secondly designated, at the church door of the parish of Saint-Théophile du Lac, on the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 19th April, 1911. 1784
[First published, 22nd April, 1911.]

Government Notice

No. 1854-10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 10th May, 1911.

Application is made to detach cadastral lots 1, 18-25, 35-40, of the first range ; 1-3 of the second range ; 1-4 range G ; 1-5 range H, all inclusive, of Lingwick ; 1-40, 42, 44, 46, 48, 49, 50 and 59 of the first range ; 71, 73, 78, 81, 83-95, 101-133, of the second range ; 136-158, 160, 162-167, 170, 171, 176, 178, 179, 183, 184, 186, 187, 188, 189, 191, 194 of the third range ; 199, 201, 203, 207, 208, 209, 211, 213, 215, 216, 217 of the fourth range ; 227, 228 of the fifth range ; 230, 231, 233, 235, 236, 239, 241, 243-252, 259-280 ; 519-540, 542, 543, 544, 545, 547, 548, 550, 552, 554-560, 562-578 of the first V. N. range ; 579-592, 594-607, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, all inclusive of the second V. N. range of the municipality of Hampden, from the school municipality of Scotstown, Compton

scolaire de Scotstown, comté de Compton, et de les ériger en une municipalité séparée pour les fins scolaires sous le nom de "Hampden". 2077

No 975.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 12 mai 1911.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. F. Q. de 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom d'Abercorn, tout le territoire comprenant les 1er, 2ème et 3ème rangs du canton de Sutton, comté de Brome, moins les Nos 9, 10, 11 et 12 du 3ème rang.

2107

Québec, 10 mai 1911.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 9 mai 1911, d'autoriser en faveur de Errol Lindsay, écuyer, notaire public, résidant et pratiquant en la ville de Roberval, comté du Lac Saint-Jean, district de Chicoutimi, la transmission des minutes, répertoire et index de feu T. Dufour et de feu I. Dumais, en leur vivant, tous deux notaires publics, pratiquant en la ville de Roberval, comté et district susdits, en vertu des dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,

2059

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de mai 1911, constituant en corporation M.M. Clovis Blouin, marchand, A. Joseph Pageau, architecte, Joseph P. Béland, manufacturier, Ophir Légaré, entrepreneur, et Théophile Béland, peintre, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire affaires comme agents d'immeubles ;
Construire, acheter, vendre, échanger, louer, exploiter des immeubles pour leur propre compte ou pour le compte d'autres ;

Agir comme arbitres, amiables, compositeurs, experts, estimateurs, constructeurs et entrepreneurs de travaux de tous genres ;

Entreprendre par contrat, estimé ou autrement, la construction de moulins, factories, entrepôts, magasin, maisons et autres bâtisses et constructions, en surveiller l'exécution et en fournir le matériel ;

Entreprendre la surveillance et la conduite de travaux faits par d'autres ;

Faire tous ouvrages en bois, fer et acier ;

Faire les ouvrages de plomberie, installer des appareils de chauffage, de lumière électrique et d'éclairage à gaz ;

Faire les couvertures de bâtisses en métal et en tout autre matériel ;

Faire tout ouvrage de mécanique, installation de machines et pouvoirs moteurs ;

Exploiter des moulins à scie et tous autres moulins ;

Faire le commerce de bois et autres matériaux de constructions, fabriquer et manufacturer ces matériaux ;

Faire les travaux de peinture, tapisserie et vitrage ;

Acquérir, exploiter, louer, vendre des propriétés forestières, limites à bois et pouvoirs d'eau ;

Se fusionner avec toute autre compagnie faisant des affaires semblables à celles faites par la présente compagnie, acquérir le stock d'icelles et le payer en argent ou avec des parts acquittées de la présente compagnie ;

Acquérir le fonds de commerce en marchandises, ameublement, roulage, outillage, machineries, boutiques ou autres immeubles, achalandage et tous autres droits, intérêt et privilèges appartenant à des compagnies incorporées, sociétés et individus ;

county, and to erect them into a separate municipality for school purposes under the name of "Hampden". 2078

No. 975 11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 12th May, 1911.

In conformity with the provisions of article 2591 R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to erect into a separate school municipality, for catholics only, under the name of Abercorn, the whole of the territory comprising the 1st, 2nd and 3rd ranges of the township of Sutton, county of Brome, minus the Nos. 9, 10, 11 and 12 of the 3rd range.

2108

Québec, 10th May, 1911.

Notice is hereby given that His Honor the Lieutenant-governor of the province of Québec, has been pleased, on the 9th May, 1911, to authorize in favor of Errol Lindsay, esquire, notary public, residing and practising in the town of Roberval, county of Lake Saint John, district of Chicoutimi, the transfer of the minutes, repertory and index of the late T. Dufour and of the late I. Dumais, in their lifetime both notary public, practising in the town of Roberval, aforesaid county and district, under the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,

2060

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the sixth day of May, 1911, incorporating Messrs. Clovis Blouin, merchant, A. Joseph Pageau, architect, Joseph P. Béland, manufacturer, Ophir Légaré, contractor, and Théophile Béland, painter, of the city of Québec, for the following purposes :

To carry on the business of real estate agents ;

To construct, purchase, sell, exchange, lease, exploit immoveables on their own account or for the account of others ;

To act as arbitrators, referees, compounders, experts, valuers, builders and contractors of work of all kinds ;

To undertake by contract, estimate or otherwise, the construction of mills, factories, warehouses, stores, houses and other buildings and structures, oversee the execution thereof and supply the material ;

To undertake the supervision and direction of work done by others ;

To do any work in wood, iron and steel ;

To do plumbing work, instal heating, electric light and gas apparatus ;

To do the covering of buildings in metal and any other material ;

To do any mechanical work, installation of machinery and motive powers ;

To operate saw mills and any other mills ;

To deal in lumber and other building materials, manufacture and make the said materials ;

To do painting papering and glass work ;

To acquire, exploit, lease, sell forest lands, timber limits and water powers ;

To amalgamate with any other company doing a similar business to that of this company, acquire the stock thereof and pay for same in cash or with paid up shares of the company ;

To acquire the stock in trade of merchandise, furniture, rolling stock, implements, machinery, shops or other immoveables, goodwill and any other rights, interest and privileges belonging to incorporated companies, firms and individuals, pay

Payer pour le tout ou pour partie en parts acquittées de la présente compagnie ou adopter tous autres modes de paiement ;

Entreprendre le pavage et le macadam des rues, l'exploitation de carrières et tous travaux de béton, sous le nom de "La Compagnie de Construction Idéale, Limitée", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

2057

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mai 1911, constituant en corporation MM. John Holmes Brittle, comptable, Louis Athanase David, avocat, Charles Joseph Eugène Charbonneau, notaire public, William Henry Lunny, avocat, et Rena Knouilton, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires en général d'entrepreneurs et constructeurs, charretiers et expéditeurs dans toutes les diverses branches d'iceux ;

Faire les affaires de marchands d'immeubles, agents d'assurance et agents en général ;

Acheter, louer, maintenir, hypothéquer et posséder des immeubles et toute autre sorte de propriété, et engager tout intérêt personnel et droit y ayant rapport ;

Aider à l'avancement ou développement de toute compagnie ou corporation dans le but de faire des affaires semblables, en tout ou en partie, à celles de cette compagnie ou y ayant rapport ;

Acheter, acquérir, posséder et vendre des droits de patentes, lettres patentes, procédés, devis, inventions, marques de commerce, formules, clientèle et autres droits ayant rapport aux affaires que cette compagnie est autorisée à faire ;

Souscrire pour, et acquérir et posséder soit comme patron ou agent et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale, et échanger, engager ou placer autrement les actions ou capital actions, obligations ou débentures de toute compagnie ou corporation dans laquelle la compagnie est ou sur le point de devenir financièrement intéressée, ou avec laquelle elle a ou sur le point d'avoir des relations d'affaires, nonobstant les dispositions de la section 44 de la dite loi ;

Vendre, louer ou placer autrement les biens et entreprise de la compagnie, ou toute partie d'iceux, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour actions, débentures, obligations ou garanties de toute autre compagnie ;

Entrer en arrangement pour le partage des profits avec toute personne ou compagnie engagée ou sur le point d'être engagée dans toutes affaires de nature que cette compagnie est autorisée à s'engager, et de prendre des actions et garanties de toute telle compagnie, et de les vendre, posséder ou émettre de nouveau, avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Acheter ou acquérir autrement toutes affaires semblables, en caractère et objets aux affaires de cette compagnie ;

Agir comme agents pour toute compagnie, société ou personne faisant les mêmes affaires ;

Tirer, faire, accepter, et endosser des billets promissaires, lettres de change ou autres instruments négociables ;

Faire les affaires, soit manufacturées ou autrement qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites à son avantage ;

Distribuer parmi les membres de la compagnie en

for the whole or part in paid up shares of the present company or adopt any other mode of payment ;

To undertake the paving and macadamizing of streets, the working of quarries and any concrete work, under the name of "La Compagnie de Construction Idéale, Limitée", with a total capital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company, will be at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1911.

2058

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 6th day of May, 1911, incorporating Messrs. John Holmes Brittle, accountant, Louis Athanase David, advocate, Charles Joseph Eugène Charbonneau, notary public, William Henry Lunny, barrister, and Rena Knouilton, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of general contractors and builders, carters and carriers, in all the several branches thereof ;

To carry on the business of real estate dealers, insurance and general agents ;

To buy, lease, maintain mortgage and hold real estate and all other kinds of property and to pledge any personal interest and right therein ;

To assist in the promotion or development of any company or corporation for the purpose of carrying on a business similar in whole or in part to that of this company or ancillary thereto ;

To purchase, acquire, hold and sell patent rights, letters patent, processes, devices, inventions, trademarks, formulae, good-will and other rights relating to the business which this company is authorized to carry on ;

To subscribe for, and acquire and hold, either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security, and to exchange, pledge or otherwise dispose of the shares of capital stock, bonds or debentures of any company or corporation in which the company is or is about to become financially interested, or with which it has or it about to have business relations, notwithstanding the provisions of section 44 of the said act ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and particularly for shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To enter into an arrangement for sharing profits with any person or company engaged in or about to be engaged in any business of the nature which this company is authorized to engage in, and to take shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company ;

To purchase or otherwise acquire any business similar in character and objects to the business of this company ;

To act as agents for any company, partnership or person, carrying on a similar business ;

To draw, make, accept and endorse promissory notes, bills of exchange or other negotiable instruments ;

To carry on any business, whether manufacturing or otherwise which might seem to the company capable of being carried on to its advantage ;

To distribute among the members of the company

espèces, toutes actions, débetures, garanties ou propriété appartenant à la compagnie ;

Payer pour tous services rendus à, et tous biens et droits acquis par la compagnie, de telle manière qu'il peut être jugé à propos, et en particulier par l'émission d'actions ou garanties de la compagnie créditées comme complètement ou en partie payées, sous le nom de "National Realty & Building Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

2095

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de mai 1911, constituant en corporation M.M. Walter H. Wilson, Frank R. Wilson, marchands, Arthur F. Plant, comptable, Arthur H. Genge, accordeur de pianos, et Robert S. Nutbrown, vendeur, de la cité de Sherbrooke, dans les buts suivants :

Faire les affaires en détail de magasin ou magasins à département, et comme marchands en gros et en détail et acquéreurs et manufacturiers d'instruments de musique, musique imprimée ou écrite et toutes publications d'une nature, sorte ou description musicale, et toutes classes d'objets tenus dans les magasins à département, en gros et en détail, et commerçants, et spécialement toutes sortes et classes d'objets ayant rapport aux affaires de marchands de musique, instruments de musique, publications musicales et fournitures, ou entrer dans la production de tels objets, et agir comme agents pour marchands ou manufacturiers d'aucun des dits objets, articles et marchandises ;

Prendre, acquérir, posséder, vendre, louer des meubles et immeubles de toute nature et sorte comme garantie pour ou en satisfaction en tout ou en partie des dettes, responsabilités ou obligations encourues ou à être encourues en rapport avec les susdites affaires ou aucun des buts ou objets de la compagnie, et en disposer autrement ;

Faire toutes autres affaires, soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être faites en rapport avec ses affaires, ou calculées, directement ou indirectement, à augmenter la valeur, ou rendre profitables aucun des biens ou droits de la compagnie ;

Acquérir ou entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, biens, clientèle et obligations de toute personne ou compagnie faisant aucune des affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou acquérir des biens appartenant à toute autre personne ou compagnie, convenables pour les fins de la compagnie ;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes patentes, licences, concessions et autres semblables, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité pour se servir de tout secret ou autre information quant à toute invention qui peut paraître capable d'être employée pour aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître calculée directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, et employer, exercer, développer ou octroyer des licences y ayant rapport ou autrement mettre à profit la propriété, droits ou informations ainsi acquis ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée ou étant sur le point de faire ou engagée dans aucune affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, et prêter de l'argent, garan-

in kind, any shares, debentures, securities, or property belonging to the company ;

To pay for any services rendered to, and any property and rights acquired by the company, in such manner as may be deemed expedient, and in particular by the issue of shares or securities of the company credited as fully or partly paid up, under the name of National Realty & Building Company, with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1911.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

2096

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1911, incorporating Messrs. Walter H. Wilson, Frank B. Wilson, merchants, Arthur F. Plant, accountant, Arthur H. Genge, piano-tuner, and Robert S. Nutbrown, salesman, of the city of Sherbrooke, for the following purposes :

To carry on the business of a retail and departmental store or stores, and as wholesale and retail dealers in, and purchasers and manufacturers of, musical instruments, printed or written music and all publications of a musical nature, kind or description, and all classes of goods handled by departmental, wholesale and retail stores, and dealers, and especially all kinds and classes of goods incidental to the business of dealers in music, musical instruments, musical publications and supplies, or entering into the production of such goods, and to act as agents for dealers or manufacturers of any such goods, wares and merchandise ;

To take, acquire, hold, sell, lease and otherwise dispose of real estate and moveable property of every nature and kind as security for or in satisfaction wholly or in part of debts, liabilities or obligations incurred or to be incurred in respect of, or in connection with the business aforesaid, or any of the purposes or objects of the company ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, or calculated, directly or indirectly, to enhance the value, or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, good-will, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or to acquire property possessed by any other person or company, suitable for purposes of the company ;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as di-

tir le contrat d'icelle ou autrement aider toute telle personne ou compagnie ;

Prendre ou autrement acquérir et posséder des actions, débetures ou autres garanties dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en aucune partie semblables à ceux de cette compagnie ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, nonobstant les dispositions de la section 6035 des statuts refondus de la province de Québec, et les vendre ou en disposer autrement avec ou sans garantie ;

Entrer en aucuns arrangements avec toute autorité municipale, locale ou autrement, qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie ou aucun d'eux et obtenir de toute telle autorité tous droits, privilèges et concessions que la compagnie peut juger à propos d'obtenir, et exécuter, exercer et effectuer tout tel arrangement, droits, privilèges et concessions ;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par telles personnes ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, mandats et autres instruments négociables et transférables, et entreprendre et faire tous contrats et arrangements non prohibés par la loi ;

Acheter, prendre à bail, ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens personnels et tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger à propos ou utiles pour les fins de ses affaires, et en particulier toutes machines, matérielles et stock de commerce ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant les mêmes objets ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou en disposer ;

Vendre, améliorer, conduire, développer, échanger, louer, mettre à profit, ou autrement faire le commerce de tous ou aucune partie des biens et droits de la compagnie, et en disposer ;

Acquérir les affaires et biens de la société et association faisant ci-devant affaires dans la cité de Sherbrooke, sous le nom de H. C. Wilson and Sons, et de les payer en argent ou en actions de cette compagnie, ou partie en argent et partie en actions, ou autrement ;

Faire toutes telles autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition des dits objets, sous le nom de "H. C. Wilson & Sons Limited", avec un capital total de quarante huit mille piastres (\$48,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingts (480) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

JOS. DUMONT,
2083 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6 mai 1911, constituant en corporation MM. Alfred Dessureault, hôtelier, Saint-Tite, Alphide Tremblay, J. Ernest Desbiens, marchands, Philippe Marchand, hôtelier, Wenceslas Plante, boulanger, et Gustave Duguay, notaire, de la Tuque, dans les buts suivants :

Manufacturer, fabriquer, importer, exporter, acheter et vendre en gros et en détail toutes espèces d'articles en cuir, feutre, caoutchouc, étoffe, laine et coton et toutes choses relevant du commerce de merciers, marchands de hardes et lingeries, modistes, tailleurs, chapeliers et généralement tout ce qui se rattache à ces industries ou en dépend ;

directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contract of, or otherwise assist any such person or company ;

To take, or otherwise acquire and hold shares debentures or other securities in any other company having objects altogether or in any part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, notwithstanding the provisions of section 6035 of the revised statutes of the province of Quebec, and to sell or otherwise dispose thereof with or without guarantee ;

To enter into any agreement with any authorities, municipal, local, or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such authority and rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangement, rights, privileges and concessions ;

To lend money to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by such persons ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of lading, warrants and other negotiable and transferrable instruments, and to enter into and make all contracts and agreements not prohibited by law ;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock in trade ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account, or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To acquire the business and assets of the partnership and firm heretofore carried on at the city of Sherbrooke, under the name of H. C. Wilson and Sons, and to pay for the same in cash, or any shares of this company, or partly in cash, and partly in shares, or otherwise ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of such objects, under the name of "H. C. Wilson & Sons, Limited", with a total capital stock of forty eight thousand dollars (\$48,000.00), divided into four hundred and eighty (480) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Sherbrooke.

Dated from the office of the secretary of the province, this sixth day of May, 1911.

JOS. DUMONT,
2084 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1911, incorporating Messrs. Alfred Dessureault, hotel-keeper, Saint Tite, Alphide Tremblay, J. Ernest Desbiens, merchants, Philippe Marchand, hotel-keeper, Wenceslas Plante, baker, and Gustave Duguay, notary, of La Tuque, for the following purposes :

To manufacture, make, import, export, purchase and sell wholesale and retail all kinds of articles in leather, felt, rubber, dress-goods, wool and cotton and everything in connection with the business of haberdashers, dealers, in wearing apparel and whitewear, milliners, tailors, hatters and generally anything connected with the said businesses or depending thereon ;

Louer, acheter, acquérir, posséder, vendre, échanger et aliéner un ou plusieurs immeubles et bâtir une ou plusieurs maisons, manufactures, magasins ou entrepôts pour les fins de la compagnie et aussi emprunter dans le même but ;

Louer, acheter ou autrement acquérir, vendre et aliéner des machineries, outils et accessoires d'une manière générale ;

Tenir en opération une ou plusieurs manufactures, magasins ou entrepôts ;

Agir comme agent ou représentant à salaire ou commission pour négocier les achats ou les ventes d'autres compagnies ou personnes dans la même ligne de commerce ;

Faire toutes les opérations et exercer tous les pouvoirs nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de " La Compagnie Manufacturière de La Tuque, limitée ", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100 00) chacune

La principale place d'affaires de la corporation, sera à La Tuque.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mai 1911.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province.

2087

No 470-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 9 mai 1911.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Wexford, comté de Montcalm, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Wexford, les Nos 29 à 59, inclusivement, des 1er et 2ème rangs, les Nos 35 à 59, inclusivement, des 3ème et 4ème rangs du canton Kilkenny, les Nos 1, 2, 3, 4 et 5 du 11ème rang et tout le Gore de Wexford, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Chertsey, dans le même comté.

2079

To lease, purchase, acquire, hold, sell, exchange and alienate one or more immoveables and build one or more houses, manufactories, shops or warehouses for the purposes of the company and also borrow for the same purpose ;

To lease purchase or otherwise acquire, sell and alienate machinery, tools and accessories in a general manner ;

To operate one or more manufactories, stores or warehouses ;

To act as agent or representative on salary or commission to negotiate the purchase and sale of other companies or persons in the same line of business ;

To carry on all operations and exercise all the powers necessary for the purposes of the company, under the name of " La Compagnie Manufacturière de La Tuque Limitée ", with a total capital of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100 00) each

The principal place of business of the corporation, will be at La Tuque.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of May, 1911.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial Secretary.

2088

No. 470-11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 9th May, 1911.

In conformity with the provisions of article 2591 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Wexford, county of Montcalm, the lots bearing on the official cadastre of the township Wexford, the Nos. 29 to 59, inclusively, of the 1st and 2nd ranges, the Nos. 35 to 59, inclusively, of the 3rd and 4th ranges of the township Kilkenny, the Nos. 1, 2, 3, 4 and 5 of the 11th range and the whole of the Gore of Wexford, and to annex all the said territory to the school municipality of Chertsey, in the same county.

2080

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 9 mai 1911.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que le tarif de péage suivant, pour flottage de bois sur la rivière Etchemin et ses tributaires, soit approuvé, et que ces taux soient payables à M. Henry Atkinson, à raison des travaux d'amélioration exécutés par lui sur ces cours d'eau, savoir :

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 9th May, 1911.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that the following tariff of tolls for the floating of timber on the Etchemin river and its tributaries, be approved, and that such tolls be payable to Mr. Henry Atkinson, in consideration for the improvement work carried out by him on the said water courses, to wit :

Rivières. Rivers.	Capital investi. Capital invested.	Taux par mille pieds. Rate per thousand feet.	Taux par corde. Rate per cord.
Décharge, Lac Lapointe.....	\$ 110 00	\$ 0 11 11½100	\$ 0 06 60½100
La crique Labeuf.....	800 00	0 26 66½100	0 16
La Petite Etchemin.....	800 00	0 14 81½100	0 08 88½100
Décharge du Lac Etchemin...	450 00	0 10 77½100	0 07 6½100
La Crique Lannegan.....	700 00	0 11 66½100	0 07
Rivière Lafleur.....	1,330 75	0 24 55½100	0 14 33½100
Rivière à l'eau chaude.....	1,140 00	0 14	0 08 40½100
Rivière Hemerson.....	150 00	0 16 66½100	0 10
Rivière Abénaquis Sud.....	1,470 00	0 20 13½100	0 12 78½100
Etchemin, section I.....	850 00	0 09 40½100	0 05 42½100
" " II.....	1,075 00	0 04 70½100	0 02 82½100
" " III.....	560 00	0 01 31½100	0 00 78½100
" " IV.....	732 00	0 05 20½100	0 03 12½100
" " V.....	3,980 00	0 04 20½100	0 02 52½100
" " VI.....	9,440 00	0 23 77½100	0 17 62½100
Anderson.....	300 00	0 36 35½100	0 21 63½100

GUSTAVE GRENIER,

2081-2

Greffier du Conseil Exécutif.—Clerk of the Executive Council.

La compagnie "Henry Clay & Bock & Company Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Michel Landau, de Montréal.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 8 mai 1911.

2093

La compagnie "The Loughborough Mining Company Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Adj. Rivard, avocat, de Québec.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 8 mai 1911.

2091

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure*
No 54.

Lucia Roy, Demanderesse ;

vs

Albert Baillargeon, cultivateur, de la paroisse de Saint-Benoit-Labre, district de Beauce, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

ARTHUR GODBOUT,

Procureur de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 14 avril 1911.

2073

Avis de Faillites

District de Beauce.

In re J. W. Vaillancourt, Tring Junction, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 5 juin 1911, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 11 mai 1911.

2105

District de Kamouraska.

In re J. C. Bérubé, Saint-Hubert, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection

The "Henry Clay & Bock & Company Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Michel Landau, of Montreal.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary

Quebec, 8th May, 1911.

2094

"The Loughborough Mining Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Quebec.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Adj. Rivard, advocate, of Quebec.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 8th May, 1911.

2092

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 54.

Lucia Roy, Plaintiff ;

vs

Albert Baillargeon, farmer, of the parish of Saint Benoit Labre, district of Beauce, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

ARTHUR GODBOUT,

Attorney for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 14th April, 1911.

2074

Bankrupt Notices

District of Beauce.

In re J. W. Vaillancourt, Tring Junction, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 5th June, 1911, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 11th May, 1911.

2106

District of Kamouraska.

In re J. C. Bérubé, Saint Hubert, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until

jusqu'au 5 juin 1911, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 11 mai 1911. 2103

District de Montmagny.

In re J. A. Mercier, Saint-Damien, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 11 mai 1911, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 11 mai 1911. 2101

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 191.

In re Herménégilde Lasnier, Farnham, Qué.,
Failli.

Avis est par le présent donné que j'ai préparé un premier et dernier bordereau de dividende, lequel sera payable à mon bureau, No 14, Place Philippe, Montréal, le ou après le 31 mai 1911.

JOSEPH DESAUTELS,
Curateur.

14, Place Philippe, Montréal.
Montréal, 13 mai 1911. 2097

District de Québec.

Narcisse Baril, Notre-Dame des Anges, comté de Portneuf, marchand, a, le 9 avril 1911, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 11 mai 1911. 2099

AVIS

AVIS.

L'Union Saint-Joseph de Notre-Dame-de-Grâces de Hull, société de secours mutuels, existant en vertu de la loi de cette province, et ayant son siège d'affaires dans la cité de Hull, a décidé de liquider ses affaires, telle liquidation devant prendre effet après l'expiration des trente jours qui suivront le présent avis, savoir : le 15 juin prochain, 1911, à partir d'aujourd'hui aucun autre certificat, contrat ou police ne pourront être acceptés par la société, elle a choisi Adrien Bergeron, imprimeur, domicilié au No 157, avenue Laurier, Hull, comme son liquidateur qu'elle entend nommer le 15 mai courant.

NAPOLEON TESSIER,
Président de l'Union Saint-Joseph de
Notre-Dame-de-Grâces de Hull.
JOSEPH AUGER,

Secrétaire de l'Union Saint-Joseph de
Notre-Dame-de-Grâces de Hull.

Hull, 2 mai 1911. 2089

the 5th June, 1911, after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 11th May, 1911. 2104

District of Montmagny.

In re J. A. Mercier, Saint-Damien, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 11th May, 1911, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,
Quebec, 11th May, 1911. 2102

Province of Québec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 191.

In re Herménégilde Lasnier, Farnham, Que.,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, which will be payable at my office, No. 14, Phillips Place, Montreal, on or after the 31st May, 1911.

JOSEPH DESAUTELS,
Curator.

14, Phillips Place, Montreal.
Montreal, 13th May, 1911. 2098

District of Québec.

Narcisse Baril, Notre-Dame des Anges, Portneuf county, merchant, has, on the 9th April, 1911, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 11th May, 1911. 2100

Notice

NOTICE.

L'Union Saint Joseph de Notre-Dame de Grâces de Hull, a mutual benefit society, existing in virtue of the law of this province, and having its chief place of business in the city of Hull, has decided to liquidate its business, such liquidation to take effect after the expiration of the thirty days following the present notice, namely : on the 15th of June next, 1911, from today no other certificate, contract or policy can be accepted by the society, it has chosen Adrien Bergeron, printed, domiciled at No. 157, Laurier avenue, Hull, as the liquidator it intends to appoint on the 25th of May instant.

NAPOLEON TESSIER,
President of L'Union Saint Joseph de
Notre-Dame de Grâces de Hull.
JOSEPH AUGER,

Secretary of L'Union Saint Joseph de
Notre-Dame de Grâces de Hull.

Hull, 2nd May, 1911. 2090

Ordre de Cour

Order of the Court

Province of Québec, }
 District of Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
 No 3521.

Province of Québec, }
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
 No. 3521.

Le huitième jour de mai mil neuf cent onze.

The eighth day of May, one thousand nine hundred and eleven.

Présent : l'honorable juge B. Letellier.
 Arthur Dechêne, marchand, de Hébertville Station,
 Demandeur ;

Present : The Honorable judge B. Letellier.
 Arthur Dechêne, merchant, of Hébertville Station,
 Plaintiff ;

vs

François Imbeau, de Saint Cœur de Marie,
 Défendeur ;

vs
 François Imbeau, of Saint Cœur de Marie,
 Defendant ;

et

Divers opposants.

and
 Divers opposants.

Vu les oppositions afin de conserver sur les deniers prélevés en cette cause, par la vente des meubles du défendeur et l'allégation de déconfiture.

Seeing the opposition for payment of the money levied in this cause, by the sale of the moveables of the defendant and the obligation of insolvency.

Il est ordonné aux créanciers du défendeur de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la première insertion du présent ordre.

The creditors of the defendant are ordered to file their claims within fifteen days from the first insertion of this order.

Par ordre,

By order,

2075 F. X. GOSSELIN, P. C. S.

2076 F. X. GOSSELIN, P. S. C.

Index de la Gazette Officielle de Québec No 19.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 19.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Blais vs. Lachance.....	1040
" Bourassa vs Prévost.....	1038
" Deegan vs Duggan.....	1040
" Dionne vs Beaulieu.....	1041
" Dupil vs Laporte.....	1006
" Frigon vs Richard.....	1006
" Gignac vs Lavoie.....	1040
" Gilbert vs Lavallée.....	1040
" Lebel vs Raymond.....	1041
" Lougpré vs Dupuis.....	1040
" Nockle vs Lauzon.....	1039

Dme Osborne vs Bowen.....	1040
" Paquette vs Lussier.....	1039
" Poirier vs Fournier.....	1039
" Rémillard vs Fortier.....	1039
" Rochon vs Guay.....	1039
" Rossignol vs Hudon.....	1038
" Roy vs Baillargeon.....	1057
" Ruault vs Barlatier.....	1038
" St-Denis vs Leduc.....	1038
" Trudel vs Carrier.....	1039

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : —

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD : —

Chabot vs Corriveau..... 1041

Chabot vs Corriveau..... 1041

ANNONCEURS : —Avis aux :—Concernant avis, etc., 1027.

ADVERTISERS :—Notice to : —Respecting notices, & 1027.

ARRÊTÉ EN CONSEIL :—Tarifs de péage :— Henry Atkinson, 1056.

ORDER IN COUNCIL : — Tariffs of tolls :— Henry Atkinson, 1056.

ASSOCIATION DES ARCHITECTES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—Examen, 1038.

PROVINCE OF QUEBEC ASSOCIATION OF ARCHITECTS : —Examination, 1038.

AVIS :—The Calumet Metals Coy, 1030.

NOTICE :—The Calumet Metals Coy, 1030.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1035 ; Conseil législatif, 1034

PRIVATE BILLS P.Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1035 ; Legislative Council, 1034.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPERATIONS : —Diamond Expansion Bolt Coy, 1030 ; Henry Clay & Bock & Coy, Ltd, 1057 ; The Loughborough Mining Coy, Ltd, 1057.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS : —Diamond Expansion Bolt Coy, 1030 ; Henry Clay & Bock & Coy, Ltd, 1057 ; The Loughborough Mining Coy, Ltd, 1057.

COMPAGNIE AUTORISÉE A VENDRE SES ACTIONS, ETC : —The Shell Company of Canada, Ltd, 1030.

COMPANY AUTHORIZED TO SELL HER SHARES, ETC : —The Shell Company of Canada, Ltd, 1030.

FAILLIS —INSOLVENTS

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Baril.....	1058
Bastien.....	1041
Bérubé.....	1057

Mercier.....	1058
Miller & Son.....	1041
Piché.....	1041

Demers.....	1042	Prémont.....	1042
Lasnier.....	1058	Vaillancourt.....	1057
LETTRES PATENTES :—		LETTERS PATENT :—	
Ar. A. Wanna Social Club incorporated.....	1031	La Cie de La Tuque Limitée.....	1055
Dominion Knights of Columbus Building Association, incorporated.....	1032	La Cie du Parc Laurier.....	1030
H. C. Wilson & Sons, Ltd.....	1054	National Realty & Building Coy.....	1053
La Cie de Construction Idéale, Ltée.....	1053	Outremont Annex Land Coy.....	1032
		Quebec Live Stock Incorporation Coy.....	1033
LETTRES PATENTES SUPPLEMENTAIRES :— Canada Auto and Taxi Coy, 1033 ; Champs d'Or Rigaud-Vaudreuil, Ltée, 1033.		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :— Canada Auto and Taxi Coy, 1033 ; Champs d'Or Rigaud-Vaudreuil, Ltée, 1033.	
LIQUIDATION :— Avis de :— L'Union Saint-Joseph de Notre-Dame de Grâces de Hull, 1058.		LIQUIDATION :— Notice of :— L'Union Saint-Joseph de Notre-Dame de Grâces de Hull, 1058.	
MUNICIPALITÉ, DEMANDE ACCORDEE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :— Municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, 1034.		MUNICIPALITY AUTHORIZED TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :— Municipality of the parish of Notre-Dame de la Victoire, 1034.	
MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :— Demande d'annexer ou d'ériger, etc. — A la municipalité de la cité de Montréal, la municipalité de la Côte des Neiges, 1030 ; A la municipalité scolaire de Chertsey divers lots de la municipalité de Wexford, comté de Montcalm, 1056 ; Au village de Saint-Ephrem de Tring divers lots de la paroisse de Saint-Ephrem de Tring, comté de Beauce, 1029 ; Duhamel Ouest, comté de Pontiac, 1029 ; Hampden, comté de Compton, 1051 ; Neuville, comté de Portneuf, 1029 ; Port-Daniel Centre, 1034 ; Red Head, comté de Gaspé, 1030 ; Saint-Siméon village, comté de Charlevoix, 1029 ; The Protestant School Municipality of Greenfield Park, 1029.		SCHOOL MUNICIPALITIES :— Application to annex or to erect, &c. — To the municipality of the city of Montreal, the municipality of Côte des Neiges, 1030 ; To the school municipality of Chertsey several lots of the municipality of Wexford, county of Montcalm, 1056 ; To the village of Saint-Ephrem de Tring several lots of the parish of Saint-Ephrem de Tring, county of Beauce, 1029, Duhamel West, county of Pontiac, 1029 ; Hampden, county of Compton, 1051 ; Neuville, county of Portneuf, 1029 ; Port Daniel Centre, 1034 ; Red Head, county of Gaspé, 1030 ; Saint-Siméon village, county of Charlevoix, 1029 ; The Protestant School Municipality of Greenfield Park, 1029.	
NOMINATIONS :		APPOINTMENTS :	
Auditeurs :—Municipalité du canton de Sainte-Cécile de Milton, 1028.		Auditors :—Municipality of the township Sainte-Cécile de Milton, 1028.	
Inspecteur des bureaux d'enregistrement, 1027.		Inspector of Registry Offices, 1027.	
Protonotaire-conjoint :—District de Trois-Rivières, 1027.		Joint prothonotary :—District of Three Rivers, 1027.	
Coroner-conjoint :—District de Saint-Hyacinthe, 1027.		Joint coroner :— District of Saint-Hyacinth, 1027.	
NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES :— A Erroll Lindsay, 1052.		NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :—To Erroll Lindsay, 1052.	
ORDRE DE COUR :—Dechène vs Imbeau, 1059.		ORDER OF COURT :—Dechène vs Imbeau, 1059.	
PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1028.		PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1028.	
VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—Dominion Express Company, 1038.		SALES OF UNCLAIMED SHIPMENTS :— Dominion Express Company, 1038.	
VENTE PAR LICITATION :—Lamothe vs Dme Malhiot et al, 1042.		SALE BY LICITATION :—Lamothe vs Dme Malhiot et al, 1042.	
VENTES PAR LES SHERIFFS :		SHERIFFS' SALES :	
BEAUHARNOIS :—Pringle et al vs Bell, 1044.		BEAUHARNOIS :—Pringle et al vs Bell, 1044.	
CHICOUTIMI :—Bilodeau vs Simard, 1045 ; Côté vs Dme Tremblay, 1046 ; La Banque Molson vs The General Construction Co. et al, 1044.		CHICOUTIMI :—Bilodeau vs Simard, 1045 ; Côté vs Dme Tremblay, 1046 ; La Banque Molson vs The General Construction Co. et al, 1044.	
KAMOURASKA :—Lafrance vs Levasseur et al, 1046.		KAMOURASKA :—Lafrance vs Levasseur et al, 1046.	
MONTMAGNY :—Gagnon vs Carrier, 1047.		MONTMAGNY :—Gagnon vs Carrier, 1047.	
MONTRÉAL :—Clavel (Dme) ès ql. vs Dme Laforce, 1047 ; La cité de Westmount vs Evans, 1047 ; Rosenberg vs Pandini, 1048 ; The James Robertson Co. vs Gibbons, 1048.		MONTREAL :—Clavel (Dme) ès ql. vs Dme Laforce, 1047 ; The city of Westmount vs Evans, 1047 ; Rosenberg vs Pandini, 1048 ; The James Robertson Co. vs Gibbons, 1048.	

RIMOUSKI :—Beaulieu, failli, 1048.

SAINT-FRANCOIS :—The Baynes Carriage Coy vs Héritiers Ramsdell, 1049.

TERREBONNE :—Lavallée vs Leroux et al, 1050 ; Nevé vs Dme Nevé et al, 1050.

TROIS RIVIÈRES :—Lupien vs Robitaille, 1051 ; Potvin vs Rochette, 1050.

RIMOUSKI :—Beaulieu, insolvent, 1048.

SAINT FRANCIS :—The Baynes Carriage Coy vs Heirs Ramsdell, 1049.

TERREBONNE :—Lavallée vs Leroux, et al, 1050 ; Nevé vs Dme Nevé et al, 1050

THREE RIVERS :—Lupien vs Robitaille, 1051 ; Potvin vs Rochette, 1050.

